

CONTRAT AVEC L'ALLEMAND «CONTINENTAL»

1,5 million de pneus seront importés

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 4

INCENDIES DE TIPASA
Les agriculteurs
touchés seront
indemnisés

P. 4

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN

EDUCATION NATIONALE
Début des
inscriptions aux
examens du BEM
et du Bac

P. 4



MOSTAGANEM
Un bus
se renverse,
17 blessés

P. 4

CONSEIL DES MINISTRES

Revalorisation du SNMG et création de 11 nouvelles wilayas

Lire l'article de M. Aziza page 3



Le monde du travail
salue les orientations du
président de la République

P. 3

Ghaza Les Palestiniens rejettent toute tentative d'imposer une tutelle internationale

Mohamed Mehdi

Lundi, 39^e jour du cessez-le-feu, Israël continue de violer unilatéralement l'accord de Charm Al-Cheikh, en poursuivant ses attaques meurtrières contre les civils de Ghaza et en ne respectant pas le volet des aides humanitaires préconisé par le « plan de paix », et ce, en total accord avec l'administration Trump.

Dans la nuit de dimanche à lundi, l'armée sioniste a bombardé plusieurs régions de Ghaza faisant plusieurs martyrs et blessés. Une frappe aérienne sioniste a visé des zones situées à l'est de Khan Younes, dans le sud de la bande de Ghaza, alors que l'artillerie a ciblé la partie est du camp d'al-Bureij, dans le centre de l'enclave.

A Beit Lahia, dans le nord-ouest de Ghaza, au-delà de la Ligne jaune, des tirs d'un drone israélien ont fait un martyr. Plusieurs Palestiniens ont été blessés par des tirs de drones, loin de la Ligne jaune, dans le quartier d'al-Shujaiya, à l'est de la ville de Ghaza. Toujours à al-Shujaiya, une source à l'hôpital baptiste, citée par Al Jazeera, a fait état du martyr d'un enfant suite à des tirs de l'armée israélienne qui ont fait un autre martyr dans la région d'al-Atatra, au nord de la bande de Ghaza, rapporte Al Jazeera qui cite une source au sein des services d'intervention et de secours.

Vers 14h, les bombardements d'artillerie ont repris sur Khan Younes blessant un père et sa fille, au-delà de la Ligne jaune, à Bani Suheila. Sur la situation humanitaire, le directeur du Bureau des médias du gouvernement à Ghaza, Ismail al-Thawabta, a appelé, hier lors d'une conférence de presse, à « contraindre Israël à respecter les termes de l'accord » du 11 octobre. « La bande de Gaza est le théâtre d'une catastrophe humanitaire sans précédent, où plus de 288.000 familles palestiniennes vivent un véritable calvaire, confrontées à des conditions climatiques extrêmes et à une absence totale des ressources minimales nécessaires à leur survie », a déclaré al-Thawabta.

Le responsable a indiqué que Ghaza a besoin actuellement de « 300.000 tentes et abris mobiles », reprochant à la communauté internationale de « n'avoir pas agi comme il se doit » sur ce dossier, et soulignant la persistance de l'occupation dans sa politique de « restrictions empêchant l'entrée de tentes, de bâches imperméables et de couvertures », et en « maintenant les points de passage fermés, retardant la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu et se soustrayant à sa responsabilité d'appliquer le protocole humanitaire (...) poursuivant de nouvelles formes de génocide ». L'intervenant appelle à l'entrée de « moyens de chauffage sûrs pour

les enfants, les malades et les personnes âgées » et des « revêtements de sol pour éviter que les tentes ne se transforment en fourneaux », ainsi que des « couvertures, matelas et matériaux d'isolation thermique », des « unités de santé mobiles avec services d'eau et d'assainissement » et des « fournitures d'énergie alternative et d'éclairage ».

LES FACTIONS PALESTINIENNES REJETTENT LE PROJET DE RÉSOLUTION AMÉRICAIN AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Les factions et forces palestiniennes ont rendu public, dimanche, un « mémorandum politique » dans lequel ils mettent en garde contre « les dangers du projet de résolution américain soumis au vote du Conseil de sécurité », considérant qu'il s'agit d'une « tentative d'imposer une tutelle internationale à la bande de Ghaza et de promouvoir une vision favorable à l'occupation ». Les factions palestiniennes estiment qu'en « transférant l'administration de Ghaza et les efforts de reconstruction à un organisme international supranational doté de larges prérogatives », le texte proposé « ouvre la voie à une hégémonie étrangère sur le pouvoir de décision national palestinien ». La déclaration considère que « toute action humanitaire doit être gérée par les institutions palestiniennes compétentes, sous la supervision des Nations Unies et des organismes internationaux compétents, et dans le respect de la souveraineté palestinienne et des besoins de la population », rejetant toute « instrumentalisation politique ou sécuritaire de l'aide (humanitaire) ni utilisation à des fins de modification de la situation à Ghaza ». Le mémorandum dénonce le « chantage sous contrôle étranger » et rejette la « marginalisation de l'UNRWA » dont ils réclament de « préserver le rôle (...) en tant que témoin international de la question des réfugiés et de leurs droits inaliénables ».

La déclaration des factions palestiniennes souligne également leur rejet de « toute clause relative au désarmement de Ghaza ou à toute atteinte au droit du peuple palestinien à résister et à se défendre » et rappellent que « ce droit est inaliénable et internationalement garanti », ajoutant que « toute discussion relative aux armes doit demeurer une affaire nationale interne, liée à un processus politique garantissant la fin de l'occupation, la création d'un État et l'exercice de l'autodétermination ».

Le mémorandum juge que le rôle attribué, par le projet de résolution américain, pour la force internationale, transformerait cette dernière « en une entité au service de l'oc-



ANALYSE

Salah Lakoues

Quand Alain Souchon affirme que le Rassemblement national ne dirigera jamais la France, il exprime plus qu'une

simple conviction : il rappelle une vérité historique que certains voudraient faire oublier. Derrière la stratégie de dédiabolisation se cachent les mêmes vies démons, recyclés dans un emballage neuf. Lorsque Souchon évoque Pétain et l'OAS, il ne se livre pas à un exercice d'historien mais à un nécessaire travail de mémoire. Le régime de Vichy, avec son antisémitisme d'État et sa collaboration active, représente la négation même des valeurs républicaines. L'OAS, cette organisation terroriste qui défendait l'Algérie française par la torture et les attentats, incarne la violence extrême du colonialisme. Or, c'est précisément dans ce terreau que plongent les racines du Front National. Jean-Marie Le Pen, fondateur du parti, s'était entouré d'anciens de Vichy et de l'OAS. La rhétorique anti-immigration, des années 80, reprenait les codes du racisme colonial, simplement transféré des Algériens à tous les Maghrébins.

Aujourd'hui, nous assistons à une opération de blanchiment particulièrement cynique. La récente visite de Jordan Bardella en Israël, sous couvert de lutte contre l'antisémitisme, représente le paroxysme de cette hypocrisie.

Comment peut-on se présenter en défenseur des Juifs tout en s'alliant avec des partis comme Vox en Espagne ou le Fidesz de Viktor Orban en Hongrie, connus pour leurs positions antisémites à peine voilées ? Comment peut-on prétendre combattre l'antisémitisme tout en maintenant une vision ethnicisée de la nation

Le RN, une mémoire sélective et une hypocrisie politique

qui, par essence, exclut les Juifs de la communauté nationale dès qu'ils critiquent cette instrumentalisation ? Cette visite est doublement hypocrite : Elle instrumenta-

lise la souffrance des Juifs pour redorer un blason historiquement souillé par l'antisémitisme des fondateurs du FN.

Elle participe à un « choc des civilisations » qui sert de prétexte à un rejet plus large des musulmans, et notamment des Palestiniens.

Le changement de nom – du Front National au Rassemblement National – ne change rien à l'affaire. La préférence nationale, pierre angulaire du programme, est l'héritière directe de la pensée coloniale : elle institue une discrimination entre citoyens selon leur origine. La dénonciation du « grand remplacement » n'est que la version moderne de la peur de « l'enjuivement » qui caractérisait l'extrême droite des années 30. Les mêmes mécanismes sont à l'œuvre : désigner un bouc émissaire, créer une angoisse identitaire, proposer une solution autoritaire.

Quand Alain Souchon annonce qu'il partirait en Suisse si le RN arrivait au pouvoir, il ne fait pas preuve de lâcheté mais de cohérence morale. C'est le réflexe de ceux qui savent que certaines lignes ne doivent pas être franchies. Notre devoir de mémoire n'est pas tourné vers le passé : il est le guide de notre présent. Connaître l'histoire du RN, c'est comprendre que derrière les costumes bien coupés et les discours policés se cache la même menace pour le pacte républicain. La présence de Bardella en Israël ne marque pas une rupture : elle est la preuve que le RN a simplement appris à habiller son vieux fond xénophobe aux couleurs de l'air du temps. Notre vigilance doit rester entière.

cupation par une coordination directe avec celle-ci ».

A ce sujet, les factions et forces palestiniennes affirment que « toute force internationale devrait être pleinement soumise au mandat et à la supervision directe des Nations Unies et opérer exclusivement en coordination avec les institutions palestiniennes officielles », avec pour missions de « protéger les civils, l'acheminement de l'aide hu-

manitaire et à la séparation des forces », sans conférer à l'occupation « aucune sorte d'autorité ou coordination sur le terrain ». La déclaration appelle aussi à la « mise en place de mécanismes de surveillance internationaux afin de tenir Israël responsable de ses violations continues et de la sécurité des civils, ainsi que de la famine qui frappe la population du fait de son contrôle des points de passage de Gha-

za ». Les factions palestiniennes concluent leur mémorandum en affirmant que le texte proposé par le groupe des pays arabes et musulmans, membres du CS, pour la gestion de la bande de Ghaza « représente l'option la plus acceptable » et que tout accord concernant l'enclave doit reposer sur « la libre volonté du peuple palestinien, sur l'unité de la terre, du peuple et de la cause ».

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub : 041.23.25.21
Fax et Rédaction : 041.23.25.20

Imp. : Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET : <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

« Pour votre Publicité s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité » - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone :** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax :** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Conseil des ministres Revalorisation du SNMG et création de 11 nouvelles wilayas



M. Aziza

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a donné des orientations importantes sur plusieurs dossiers et projets, notamment la préparation d'un projet de revalorisation du Salaire national minimum garanti (SNMG) qui est fixé actuellement à 20.000 DZD et la revalorisation de l'allocation du chômage, ainsi que la promotion de onze (11) circonscriptions administratives, dans les Hauts-Plateaux et le Sud, en wilayas à part entière.

Le Conseil des ministres présidé par le président de la République, tenu dimanche dernier, a débouché également sur plusieurs décisions, notamment le lancement de l'utilisation et de l'exploitation locale du minerai de fer extrait de la mine de Gara Djebilet à partir du premier trimestre de 2026 ainsi que le projet de réalisation d'un Centre hospitalo-universitaire (CHU) à Constantine, d'une capacité de 500 lits. Et l'acquisition d'équipements spéciaux au profit de l'Entreprise d'appui au développement du numérique (EADN).

Le premier magistrat du pays a, par ailleurs, ordonné l'ouverture d'une enquête sur l'origine des feux de forêts ayant touché plusieurs wilayas du pays en même temps le week-end dernier. Pour rappel, les services de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 76 incendies de couvert végétal, à travers 17 wilayas du pays dont la wilaya de Tipaza qui a été la plus touchée. Et ce du 13 au 15 novembre en cours.

L'ALGÉRIE COMPTERA DÉSORMAIS 69 WILAYAS

Soucieux de rapprocher l'administration des citoyens, le gouvernement poursuit sa démarche de réaménagement administratif. Et ce pour répondre aux besoins de la population et pour assurer une meilleure gestion des ressources, le désengorgement des wilayas existantes ainsi que la promotion de l'investissement et de l'emploi, notamment dans les régions du Sud et des Hauts-Plateaux.

Dans ce cadre précis, le Conseil des ministres a approuvé la promotion de onze (11) circonscriptions administratives des Hauts-Plateaux et du Sud en wilayas à part entière. Les nouvelles wilayas sont Aflou, Barika, Ksar Chellala, Messaad, Aïn Oussara, Bou Saâda, El Abiodh Sidi Cheikh, El Kantara, Bir El Ater, Ksar El Boukhari et El Aricha, précise le communiqué du Conseil des ministres. À l'issue de cette décision, le président de la République a instruit d'« entamer immédiatement les procédures administratives, en

coordination avec les deux chambres du Parlement ». Donc l'Algérie comptera 69 wilayas après être passée de 48 à 58 wilayas en 2019.

LA LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE TINDOUF-BÉCHAR ET GARA DJEBILET

Vu l'importance stratégique de ces deux projets, le président de la République a instruit le ministre des Travaux publics d'engager les préparatifs pour l'inauguration de la nouvelle ligne ferroviaire reliant Tindouf à Béchar, dans son intégralité, en janvier 2026, pour sa mise en exploitation officielle. Cette date sera célébrée comme une journée historique pour le pays. Elle symbolisera l'ouverture d'une nouvelle ère pour l'Algérie, marquée par des avancées économiques décisives et par la concrétisation d'un projet stratégique au service du développement national. En ce qui concerne la mine de Gara Djebilet, le chef de l'Etat a également ordonné le lancement de l'utilisation et de l'exploitation locale du minerai de fer extrait de Gara Djebilet à partir du premier trimestre 2026. Dans cette dynamique, le Président a donné des instructions fermes pour accélérer la concrétisation de ce projet stratégique dans toutes ses composantes. Le Conseil des ministres a aussi validé la création de nouvelles usines de traitement du minerai de fer à Tindouf, Béchar et Naâma.

Par ailleurs, le président de la République a exigé que la première cargaison de minerai soit transportée via la nouvelle ligne ferroviaire vers le complexe sidérurgique Tosyali d'Oran dès 2026.

Cette étape marquera le début d'une réduction progressive de la facture d'importation du minerai de fer et ouvrira la voie à l'autosuffisance nationale, confirmant la place centrale de ces deux projets ambitieux dans la stratégie économique de l'Algérie.

CONTRÔLE DE L'HYGIÈNE ET DE LA SÉCURITÉ DANS L'ESPACE PUBLIC

Le président de la République a donné, en outre, des instructions et des orientations sur la nécessité d'un contrôle permanent et continu des places et espaces publics, en termes de sécurité et d'hygiène, à travers les différentes wilayas du pays. En mettant l'accent sur l'impératif d'obliger les propriétaires de véhicules de transport public et privé à respecter les conditions d'hygiène dans les différentes villes sur toutes les lignes, notamment à Alger et dans les wilayas touristiques.

Le monde du travail salue les orientations du président de la République

Plusieurs organisations syndicales ont salué les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à la préparation d'un projet de revalorisation du Salaire national minimum garanti (SNMG) et de l'allocation chômage, estimant que les augmentations prévues contribueront à renforcer le pouvoir d'achat des citoyens et à consolider la stabilité sociale. Dans ce cadre, le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), M. Amar Takdjout, a affirmé, dans une déclaration à l'APS, que les directives données par le président de la République, dimanche lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, participent de « la consolidation de la stabilité sociale, à travers l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen que l'Etat place en tête de ses priorités ».

Selon lui, cette démarche réaffirme la ferme démarche de l'Etat en faveur de la consécration de la justice sociale dans ses politiques publiques, dans un contexte économique en évolution, rappelant que les instructions du président de la République constituent « la concrétisation de ses engagements concernant la poursuite de la revalorisation du SNMG et de l'allocation chômage d'ici la fin de l'année ou début 2026 ».

Cette décision vient renforcer les acquis sociaux importants réalisés jusqu'à présent et traduit « la confiance instaurée entre le président de la République, les citoyens en général et les travailleurs en particulier », a ajouté M. Takdjout.

Pour sa part, le président de l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (UNPEF), Sadek Dziri, a salué les conclusions du dernier Conseil des ministres dans leur volet social, les qualifiant de « choix répondant aux attentes d'une large frange de citoyens », soulignant que les revalorisations prévues « contribueront à l'amélioration des conditions de vie de nombreux ménages ».

Concernant le projet de revalorisation de l'allocation chômage, M. Dziri a rappelé qu'il s'inscrit dans une approche sociale



visant à accompagner les jeunes en attendant leur insertion dans le marché du travail. Il a ajouté que l'autonomisation économique de la jeunesse, par le biais de ce dispositif et à travers la revalorisation progressive de l'allocation, « confortera la confiance du citoyen envers l'Etat et consacrera la stabilité sociale enregistrée ces dernières années ».

De son côté, le président de l'Association nationale de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (APOCE), Mustapha Zebdi, a précisé que les décisions du président de la République confirment que les préoccupations des citoyens sont prises en charge au plus haut niveau, en vue de renforcer la stabilité sociale.

Soulignant que l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens a toujours été l'une des priorités de son organisation, M. Zebdi a affirmé que les décisions du président de la République sont à saluer au regard de leurs retombées positives sur les conditions de vie des citoyens.

Le consultant international en développement économique, Abderrahmane Hadeff, a, pour sa part, indiqué que les orientations du président de la République relatives à la revalorisation du SNMG et de l'allocation chôma-

ge revêtent « une portée multiple dépassant le seul aspect financier, car elles traduisent une vision globale de l'Etat envers le citoyen et l'économie nationale ».

Ces mesures sont porteuses d'un message « fort et clair », plaçant le citoyen au centre des priorités de l'Etat, a-t-il relevé, rappelant que les engagements du président de la République se sont aujourd'hui matérialisés en « actions concrètes », révélant « une volonté réelle de renforcer la confiance entre le citoyen et les institutions de l'Etat, de consolider la stabilité générale et de promouvoir la justice sociale ».

Selon l'expert, « ces décisions devraient avoir un impact positif sur la consommation intérieure, l'un des principaux leviers de la croissance économique, ajoutant que l'augmentation des revenus disponibles des ménages stimulerait la demande interne, favorisant ainsi la dynamique économique et soutenant les entreprises productives et de services ».

La fondation algérienne « Sinaat-Al-Ghad » a, pour sa part, salué les décisions annoncées concernant la revalorisation du SNMG et de l'allocation chômage, lesquelles, selon elle, convergent avec sa vision sur les moyens à même de réaliser le développement social durable.

Raïna Raïkoum El-Houari Dirmi

La culture du signalement

Une nouvelle culture est en train de s'installer chez le commun des Algériens, sur les réseaux sociaux en particulier. La dénonciation citoyenne est en train de s'imposer comme une nouvelle arme contre la criminalité. Face à la recrudescence de la violence urbaine, aggravée par le grand banditisme qui mobilise tous les corps de sécurité, les Algériens ont décidé de contribuer à assurer leur sécurité et celle de leurs biens. Beaucoup d'agressions dans la rue, les vols en tous genres et autres « casses », ont été élucidées grâce au signalement de simples citoyens. Un coup de main précieux pour les services de sécurité qui luttent, sans merci, contre toutes les formes de violence.

Les tentatives d'escroqueries de haut vol sont également en hausse. Les aigrefins redoublent d'ingéniosité et ne reculent devant rien pour « soulager » les gens de leur argent et de leurs biens. Les derniers exemples en date sont ceux d'Algérie-Poste ou encore « Fiat Algérie », qui mettent en garde contre de nouvelles tentati-

ves d'escroquerie. Autre exemple édifiant : l'arrestation d'automobilistes ou de motocyclistes téméraires, qui mettent en danger la vie

d'autrui (excès de vitesse, dépassement et autres manœuvres dangereuses). Des vidéos publiées sur les plateformes numériques par des internautes, sont rapidement exploitées par les services de sécurité territorialement compétents.

L'Etat a même décidé de passer la surmultipliée, en insistant sur la nécessité de promouvoir une « culture du signalement » et de garantir une protection juridique effective aux lanceurs d'alerte.

Le ministre de la Justice, Lotfi Boudjemaâ, a souligné l'importance des dénonciations citoyennes, quelle que soit leur forme (téléphone, courrier, contact direct ou réseaux sociaux).

Des récompenses financières sont même annoncées au profit des dénonciateurs d'actes de corruption et trafic de drogues. Ce qui risque bien de changer la donne en matière de moralisation de la vie publique, et la protection des personnes et des biens.

Contrat avec l'allemand «Continental» 1,5 million de pneus seront importés



El-Houari Dilmi

La Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) a signé, hier lundi, un contrat commercial avec le fabricant allemand de pneumatiques Continental, portant sur l'importation de 1,5 million d'unités destinées aux véhicules légers et poids lourds. Lors d'un point de presse tenu en marge de la cérémonie de signature, le PDG de Naftal, Djamel Cherdoud a indiqué que cet accord « nous permettra de répondre rapidement aux besoins du marché et de rétablir les prix à leur juste niveau ». Pour lui, la mise en œuvre de ce partenariat offrira aux consommateurs « des pneumatiques de qualité premium à des tarifs compétitifs », avec des baisses de prix estimées entre 35% et 55% pour des produits de même catégorie. « Cela contribuera à une baisse significative des prix », a-t-il assuré. Le contrat prévoit l'importation de 1 million de pneus pour véhicules légers et 500.000

pneus pour poids lourds. La vente sera assurée à travers le réseau de distribution de Naftal, qui compte plus de 2.000 points de vente sur l'ensemble du territoire national. Naftal a également annoncé qu'un deuxième marché, portant sur l'importation de 4,5 millions de pneumatiques, sera lancé avant la fin de l'année en cours. Il concernera 3 millions d'unités pour véhicules légers et 1,5 million pour poids lourds. Ces mesures contribueront également « à la stabilité du marché national et à garantir l'approvisionnement des consommateurs, comme cela a été observé pour les prix des huiles moteur connues telles que Castrol et Liqui Moly, dont les prix ont enregistré une baisse de plus de 72 % après leur disponibilité sur le marché », a également expliqué NAFTAL dans un communiqué.

Dans le sillage des décisions importantes prises lors de la réunion présidée par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune fin août dernier, et consacrées au secteur des transports, il a été décidé de procéder

à l'importation immédiate et massive de différents types de pneus pour véhicules. En effet, la décision d'importer les pneumatiques pour les véhicules a été prise par le président Tebboune, le 26 août dernier, onze jours après la chute tragique d'un bus dans l'oued El Harrach qui a fait 18 morts et 25 blessés. Lors d'une réunion consacrée au secteur des transports après ce drame, le chef de l'Etat avait ordonné l'importation massive de pneus pour tous types de véhicules pour mettre fin aux pénuries et à la flambée des prix de ce produit sur le marché algérien en raison de la faiblesse de la production locale, et du blocage des importations. La réponse présidentielle comprend également l'importation de 10.000 bus pour remplacer ceux qui seront retirés de la circulation. A noter que de lourdes condamnations ont été prononcées par la justice dans le cadre de la lutte contre la spéculation sur les pneumatiques pour véhicules. D'importantes saisies de pneus ont également été effectuées, notamment à Tiaret et Oum El Bouaghi.

Incendies de Tipaza

Les agriculteurs touchés seront indemnisés

Près de 191 hectares de surfaces forestières et d'arbres fruitiers ont été détruits dans les incendies qui se sont déclarés jeudi dernier dans quatre communes de l'Ouest de Tipaza, a fait savoir le wali de Tipaza.

Dans une déclaration à l'APS, M. Mohamed Amine Benchaoula a expliqué, que "le bilan des évaluations préliminaires fait état de la destruction de 191 hectares de forêts et d'arbres fruitiers, tandis que les commissions d'enquête engagées sur le terrain n'ont constaté aucune autre perte notable, notamment concernant les habitations". Il a précisé, à ce sujet, que "les agriculteurs seront indemnisés pour les pertes subies". Selon les constats préliminaires des commis-

sions d'enquête dépêchées sur le terrain samedi, les dégâts portent sur des cultures, des arbres fruitiers, du matériel d'irrigation, quelques têtes de bétail ainsi que des ruches, a-t-il ajouté. Le wali a souligné, en outre, que "des rapports seront transmis aux autorités centrales, à l'issue des enquêtes et opérations de recensement, en vue de l'affectation de dotations financières pour l'indemnisation des agriculteurs".

Les espaces forestiers touchés dans les communes de Beni Milek, El Arhat, Meselmoun et Hadjret Ennous feront l'objet de campagnes de reboisement avec la participation de la société civile, a-t-il dit. Concernant l'origine des incendies, le wali a indiqué que les services de sé-

curité ont engagé des enquêtes dès le déclenchement des feux et que leurs conclusions seront rendues publiques une fois les investigations achevées.

A noter que les familles évacuées à titre préventif, suite aux incendies, ont regagné leurs domiciles "dans de bonnes conditions", après l'extinction des feux. Les autorités des daïras de Cherchell et de Gouraya ont procédé, sur instruction du wali, Mohamed Amine Benchaoula, à la fermeture des centres ouverts pour l'hébergement temporaire des familles à titre préventif, tandis que des unités de la Gendarmerie nationale ont été mobilisées pour sécuriser les habitations durant l'absence de leurs occupants.

Education nationale

Début des inscriptions aux examens du BEM et du Bac

Le ministère de l'Education nationale a indiqué, lundi dans un communiqué, que les inscriptions aux examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat (session 2026) débutent aujourd'hui mardi via le système d'information du ministère et les sites web de l'Office national des examens et concours (ONEC).

«Les inscriptions des élèves scolarisés et des candidats libres aux examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat (session 2026) débuteront mardi 18 novembre 2025 et s'étaleront jusqu'à mercredi 17 décembre 2025 à minuit», précise le commu-

nié, soulignant que «l'opération consiste à remplir le formulaire d'inscription électronique disponible via le système d'information du ministère et sur les sites web de l'Office national des examens et concours (ONEC), sans soumettre aucun dossier papier».

Pour les candidats scolarisés, les inscriptions s'effectuent via la plateforme numérique du système d'information du ministère de l'Education nationale et c'est les directeurs des établissements scolaires qui procèdent à l'inscription des élèves concernés par ces deux examens.

Les candidats libres, quant à eux, doivent remplir le formulaire électronique dis-

ponible sur les sites web de l'ONEC <https://bem.onec.dz> pour le BEM et <https://bac.onec.dz> pour le Baccalauréat.

Des comptes personnels sont créés pour chaque candidat, qui seront utilisés pour le paiement des droits d'inscription, la révision des données, le retrait des convocations et la consultation des résultats.

Pour les candidats scolarisés, un compte individuel (nom d'utilisateur, mot de passe) est créé pour chaque élève sur le système d'information. Les parents peuvent obtenir les informations de ce compte via l'espace parents <https://awlyaa.education.dz> ou auprès de

l'administration de l'établissement éducatif.

Le candidat libre, quant à lui, doit créer son propre compte (nom d'utilisateur, mot de passe) via les deux sites de l'ONEC, selon le cas.

Les droits d'inscription seront réglés uniquement via le service de paiement électronique avec la carte monétique EDAHABIA d'Algérie Poste, en utilisant le compte du candidat (nom d'utilisateur, mot de passe), et ce, en accédant aux sites suivants :

<https://epay.education.dz> pour les candidats scolarisés, et <https://bem.onec.dz> ou <https://bac.onec.dz>, selon le cas, pour les candidats libres, a conclu le communiqué.

Affaire d'agression d'un citoyen La Gendarmerie ouvre une enquête

Le Commandement de la Gendarmerie nationale a annoncé, dimanche dans un communiqué, l'ouverture d'une enquête après la diffusion, sur les réseaux sociaux, d'une vidéo dans laquelle un citoyen montre des traces d'agression qu'il impute à un des éléments de ce corps de sécurité.

«Le Commandement de la GN porte à la connaissance de l'opinion publique que suite à la circulation sur les réseaux sociaux d'une vidéo publiée par un citoyen sur sa page Facebook, dans laquelle il montre des traces d'agression avec coups et blessures qu'il impute à un des éléments de la GN, une enquête a été immédiatement ouverte sur l'affaire pour établir les faits, situer précisément les responsabilités et prendre toutes les mesures légales nécessaires», précise le communiqué.

Après avoir souligné «le caractère individuel et

isolé de cet incident», le Commandement de la GN «rejette fermement tout acte portant atteinte à la réputation de l'institution de la GN, en tant que corps de sécurité qui veille à la sécurité des citoyens et à la protection de leurs biens, et susceptible d'entamer la confiance qui lie le citoyen aux éléments de la GN, réputés pour leur discipline et leur sens de responsabilité dans leurs interactions quotidiennes avec les citoyens», lit-on dans le communiqué.

Le Commandement de la GN réaffirme, en outre, «sa détermination permanente à renforcer la culture du signalement auprès des citoyens, en mettant à leur disposition le site dédié aux pré-plaintes et aux informations à distance: www.ppgn.mdn.dz, le numéro vert «1055», ainsi que la page «Tariki», ajoute la même source.

Mostaganem

Un bus se renverse, 17 blessés

Dix-sept personnes ont été blessées suite au renversement d'un bus de transport de voyageurs, survenu lundi dans la commune d'Ain Nouissi (wilaya de Mostaganem), selon un bilan préliminaire communiqué par la Protection civile.

Selon la même source, les équipes de secours de l'unité secondaire d'Ain Nouissi, appuyées par celles de Hassi Mamèche et d'El-Magtaâ, sont intervenues pour évacuer les vic-

times de cet accident survenu lorsqu'un bus a quitté la chaussée avant de se renverser sur la RN 17.

L'accident a fait 17 blessés, âgés de 19 à 74 ans, à différents degrés de gravité. Ils ont été évacués vers la polyclinique locale.

La Protection civile a mobilisé quatre ambulances, un véhicule de liaison et un engin d'intervention pour la prise en charge des blessés, précise encore le même communiqué.

Tlemcen

Cinq pistolets anciens saisis à l'aéroport

K. Assia

Les douaniers chargés de la visite des voyageurs de l'aéroport international Messali El Hadj, relevant de la direction régionale des Douanes de Tlemcen ont mis en échec une tentative de contrebande d'armes de fabrication ancienne.

Cinq pistolets ont été découverts dans les bagages d'un voyageur en provenan-

ce de Lille (France). C'est au cours du traitement de l'un des passagers en provenance de cette ville française que les douaniers ont découvert, au cours d'un contrôle, cinq pistolets anciens dissimulés dans ses affaires personnelles.

Les douaniers ont saisi les pistolets et le voyageur a été remis aux services compétents pour le complément d'enquête.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES DE BASE
LA DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
DE LA WILAYA DE NAAMA

Avis de recrutement

La direction des travaux publics de la wilaya de NAAMA informe qu'un concours est lancé pour le recrutement sur titre et grades ci-après :

Corps et grades	Nombre des postes	Spécialité demandée	Mode de recrutement	Qualification	Lieu d'affectation
Ingénieur d'État en travaux publics	01	Pour les candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur d'État ou master dans les spécialités suivantes :- Travaux publics.- Génie civil, option voies et ouvrages d'art.- Génie civil, polytechnique.- Géotechnique- Aménagement du littoral -mécanique-électromécanique.- Génie civil, option travaux publics et aménagement.- Génie civil, option travaux publics.- Génie civil, option ouvrages d'art.- Génie civil, option infrastructures routières.- Génie civil, option pathologies des ouvrages d'art.- Génie civil, option ponts et voies de communication.- Génie civil, option Ingénierie des voies de communication et ouvrages d'art.- Génie civil, option ouvrages d'art et infrastructures.- Génie civil, option génie civil maritime.- Génie civil, option géotechnique.	sur titre	Diplôme dans la spécialité ou un titre équivalent.	LA DIRECTION

Constitution du dossier :

- demande manuscrite avec l'adresse et le numéro de téléphone
- une copie de diplôme demandés. -Le relevé de note de dernière année.

Une copie de la carte d'identité nationale. - Une copie certifiée conforme prouvant la situation vis-à-vis du service national. - Certificat médical - Deux photos d'identité. - Certificat de résidence - - Certificats de travail

Les dossiers de candidature doivent être déposés au niveau de la Direction des Travaux Publics de la wilaya de Naâma dans un délai ne dépassant pas quinze jours à compter de la date de la 1ère publication de cette annonce

Remarque : Ne seront pris en considération ; les dossiers incomplets et les dossiers parvenus au-delà de 15 jours à la date de la 01ère publication du présent AVIS.

ANEP N° 2531015044 Le Quotidien d'Oran 18/11/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'EL-BAYADH DAIRA DE BOUALEM COMMUNE DE BOUALEM
MF N° 098432065064324

APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° : 09/2024

Monsieur Le président de l'assemblée populaire communale de BOUALEM, lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation du projet suivant :

N°	Objet d'opération	Site	Conditions d'éligibilité
01	تغذية (تأمين المطاعم المدرسية) سنة 2026	Les Ecoles Primaire A Travers A Commune De Boualem	Entreprise Fourniture Et Vente Alimentation Générales, légumes et fruits, viandes planche et rouge et les œufs, pain

Les entreprises intéressées par le présent appel peuvent retirer le cahier des charges auprès du service technique de la commune contre un paiement de Dix Mille DA (10.000.00 DA).

L'offre contient de trois plis

● Dossier de candidature : contient

- Une déclaration de candidature
- Une déclaration de probité
- Les statuts pour les sociétés
- Capacités financières
- Capacités techniques
- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires, ou le cas échéant des sous-traitants
- Capacités professionnelles :
- Moyens Humains
- Moyens matériels
- références professionnelles

● L'offre technique : l'offre technique contient :

- Une déclaration à souscrire
- Mémoire technique justificatif
- Le cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »

● L'offre financière : l'offre financière contient :

- La lettre de soumission
- Le bordereau des prix unitaires
- Le détail quantitatif et estimatif

Tous les enveloppes doit contenues les documents justificatif et obligatoires Conformément aux dispositions d' article 67 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, et comme il est détaillé dans le cahiers des charges.

L'enveloppe extérieure doit être anonyme, portant la mention :

« SOUMISSION A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION
D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

تغذية (تأمين المطاعم المدرسية) سنة 2026

A Monsieur Le président de l'assemblée populaire communale

Appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N° : 09/2025

- Les offres devront être déposées auprès du bureau service technique de la commune de BOUALEM.
- La date limite de dépôt des offres est fixée à Quinze (15) jours à partir de la première apparition dans les journaux quotidiens ou le BOMOP à 10.00.
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à partir de la date limite de dépôt des offres.
- L'ouverture des plis se tiendra la même journée de la date de dépôt des offres à 10.00 au niveau du siège de la commune de BOUALEM.
- (cette appel d'offre est une invitation pour Les candidats où les soumissionnaires à assister à la séance d'ouverture des plis.)
- Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant

Le président de l'Assemblée Populaire Communale

ANEP N° 2531015056 Le Quotidien d'Oran 18/11/2025

République Algérienne démocratique et populaire

MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME, DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

WILAYA DE BECHAR
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
N/F 099808019086701

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction des équipements publics de la Wilaya de Béchar informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales N° : 033/DEP/2025, portant sur la réalisation d'une école primaire Type «2» au Siège 21, Béchar Djedid, commune de Béchar en deux lots séparés, Lot N°01 : Tranche Ferme : Enseignement + Administration + Bloc Sanitaire +, Tranche Conditionnelle : Mur De Clôture + Aménagement + Terrain de jeux + Divers réseaux, Lot N°02 : cantine scolaire 200R+, Trois logements (01F4+02F3), paru au quotidiens nationaux « **الأمة** » le 12/08/2025 en langue arabe et « Le quotidien d'Oran » le 12/08/2025 en langue étrangers, Qu'à l'issue de l'évaluation des offres conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, les marchés sont attribués provisoirement conformément aux critères prévus dans le cahier des charges à :

Projet	Entreprise	NIF	Montant proposé en TTC en DA	Montant après correction en TTC en DA	Délai d'exécution	Note technique	OBS
Lot N°01 : Tranche Ferme : Enseignement + Administration + Bloc Sanitaire +, Tranche Conditionnelle : Mur De Clôture + Aménagement + Terrain de jeux + Divers réseaux	Eurl Ya Nada gérant « Kandoussi Abdeldjabar »	000408094271010	Tranche ferme 114.606.401,00 Tranche conditionnelle 17.033.409,62	Tranche ferme 114 672 578,80 Tranche conditionnelle 16 043 805,62	Dix (10) Mois	71,00	Offre moins disante préqualifiée
Lot N°02 : Lot N°02 : cantine scolaire 200R+ Trois logements (01F4+02F3)	Infructueux a cause du financement des besoins ne peut être assuré						

Les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation des offres candidatures, techniques et financières, sont invités à se rapprocher des services de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Béchar au plus tard trois (03) jours à compter de la date de la première parution du présent avis, conformément à l'article 82 du décret présidentiel susmentionné. Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Béchar dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux, si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable, conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel susmentionné. Tout recours doit être accompagné d'une copie de présent avis d'attribution provisoire et qui sera envoyé au secrétariat de la commission des marchés publics de la wilaya de Béchar.

Le Directeur

ANEP N° 2531015032 Le Quotidien d'Oran 18/11/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE SANTE

Wilaya de Tlemcen
Centre Hospitalo-Universitaire
Dr Tidjani Damerdjil -Tlemcen

N° D'identification Fiscale Du Contractant : 0962 130 190825 24

AVIS MODIFICATIF DE L'AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DES MARCHES

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 02 et l'article 82 alinéa 02, 04 du Décret présidentiel, N° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public et conformément aux dispositions de l'article 56 de la loi N°23-12 du 18 moharram 1445 correspondant au 05 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics.

Il est porté à la connaissance de l'ensemble des entreprises ayant participé au l' avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimale N°07/2025, portant l'acquisition d'articles des pansements consommables médicale et instrumentations du lot N°01 au lots 26 pour l'année 2025 au profit du Centre Hospitalo-universitaire Tlemcen, publié dans les quotidiens nationaux Le Quotidien D'Oran en date du 10/06/2025 et " **الأمة** " en date du 11/06/2025 .

qu'à l'issue de l'évaluation et analyse des offres et après l'attribution provisoire des marchés publié dans les quotidiens nationaux " **الأمة** " en date du 04/09/2025 Et Le Quotidien D'Oran en date du 07/09/2025 le centre hospitalo-universitaire de Tlemcen lancé un avis modificatif concernant la société SARL DENTAL OUEST ORAN.

- à cause d'une erreur constatée dans le calcul du montant corrigé minimum Ainsi Les résultats obtenus par la société ont été modifiée comme suit:

Lots	Nom Du Soumissionnaire Attributaire	Délai De Livraison	Note	Identification Fiscale Du Co-Contractant	Montant Min De La Soumission En TTC	Montant Max De La Soumission En TTC	Montant Min Corrigé En TTC	Montant Max Corrigé En TTC	Critère De Choix	OBS
LOT N°07 : PRODUITS ET CONSOMMABLE DENTAIRE	SARL DENTAL OUEST ORAN	15 jours	50	000231010626182	25 859 216,00	35 419 032,00	25 850 886,00		Moins Disant	

LA DIRECTION GENERALE

ANEP N° 2531015069 Le Quotidien d'Oran 18/11/2025

G20, fragmentation mondiale et émergence africaine Analyse critique d'un forum en mutation

Par Rédha Tir*

1ère partie

Il est frappant de constater à quel point le G20, malgré sa visibilité médiatique et sa réputation de forum stratégique, reste un objet politique difficile à qualifier. Sa genèse ne répond ni à la logique institutionnelle des organisations multilatérales classiques, ni à la cohérence politique d'un directoire assumé. Il n'a pas été conçu pour organiser l'ordre international ; il a émergé comme une réponse improvisée à l'incapacité du G7 et du FMI à absorber les secousses de la globalisation financière et l'ascension rapide des économies émergentes. Comme le rappellent Hajnal, Postel-Vinay ou Rewizorski, le G20 n'est pas né d'une vision structurée, mais d'une impasse : l'ancien système ne reflétait plus la distribution réelle du pouvoir, mais aucun acteur n'était prêt ni capable de proposer une alternative solide. Le G20 s'est imposé dans cet interstice, comme un espace transitoire devenu permanent faute de mieux.

Cette proximité entre origine contingente et ambition globale constitue l'une des clés pour comprendre les tensions qui traversent aujourd'hui le forum. À mesure que se superposent chocs financiers, dérèglements climatiques, crises sanitaires et tensions géopolitiques, le G20 se voit entraîné vers des terrains qu'il n'avait jamais été destiné à couvrir. Le forum est alors poussé à élargir son champ d'action, sans pour autant disposer de l'ossature institutionnelle nécessaire pour assumer cette extension. Henning et Walter insistent sur cette contradiction profonde : malgré ses ambitions affichées, le G20 reste dépendant de ce que les États et singulièrement les plus influents d'entre eux acceptent de concéder. Il peut encourager la coordination, parfois faciliter une réponse collective, mais il ne contrôle ni les leviers d'exécution ni les dynamiques de pouvoir qui orientent réellement l'économie mondiale.

Le leadership américain s'est érodé, l'Europe hésite, la Chine avance selon une logique propre, les émergents oscillent entre revendication et prudence. Ce déséquilibre empêche le forum de s'imposer comme le centre stable d'une gouvernance mondiale désormais polycentrique.

Dans ce contexte, l'arrivée de la présidence sud-africaine ne peut être interprétée comme un simple événement protocolaire. Elle intervient à un moment où le G20 semble traversé par une forme de vertige stratégique. Les fractures liées à la montée des BRICS, les tensions entre Washington et Pékin, les crises de dettes qui affectent lourdement les pays du Sud, les blocages persistants des réformes du FMI, l'urgence climatique et les profondes inégalités d'accès à la liquidité mondiale forment un nœud complexe. L'Afrique du Sud se retrouve ainsi au centre d'un exercice difficile : tenir ensemble les ambitions d'un Sud global en recomposition, les attentes d'un Occident qui redoute une perte d'influence, et les exigences d'un continent africain qui refuse désormais d'être relégué dans les marges du système international.

Cette réflexion propose une lecture enracinée de ces évolutions, en mobilisant la richesse des ouvrages sur le sujet et en adoptant un regard analytique qui assume pleinement une sensibilité du Sud global. Il s'agit de comprendre non seulement les dynamiques institutionnelles du G20, mais aussi ce qu'elles disent de l'état réel du monde, des rapports de puissance,

Le G20 est souvent présenté comme l'un des rares espaces où les grandes puissances peuvent encore se parler dans un monde qui se fragmente. Mais dès qu'on regarde de près, on voit surtout un dispositif bricolé, né dans l'urgence, sans véritable colonne vertébrale. À la veille du sommet en Afrique du Sud, il ressemble moins à un centre de contrôle qu'à un révélateur des tensions et des rééquilibrages silencieux qui traversent la gouvernance mondiale.

ce, des vulnérabilités, des aspirations et des récits concurrents qui structurent notre époque.

I. UNE INSTITUTION NÉE DANS L'INFORMALITÉ : ENTRE SOUPLESSE STRATÉGIQUE ET FRAGILITÉ STRUCTURELLE

Quand on remonte à la naissance du G20, ce qui frappe d'abord, c'est le décalage presque vertigineux entre ce qu'il représente aujourd'hui et la manière dont il a été assemblé au départ. Rien, absolument rien, ne laisse penser à une construction méthodique. On est loin d'un prolongement réfléchi du G7 ou d'un chantier ambitieux comme ceux qui ont donné naissance aux institutions de Bretton Woods. Le G20 a plutôt émergé dans une zone de turbulence, à un moment où personne ne savait vraiment comment éviter que la finance mondiale ne se désagrège. Les gouvernements cherchaient un lieu où se parler, même maladroitement, parce que les enceintes officielles perdaient pied. C'est dans ce brouillard-là qu'il s'est imposé, presque par défaut. Pas de texte fondateur, pas de dispositif administratif, pas de structure durable : simplement une table autour de laquelle on s'asseyait pour tenter d'éviter le pire.

Et cette absence d'ossature, qui aujourd'hui pose problème, fut longtemps son atout principal. Durant la crise de 2008, tandis que le système s'enfonçait dans une panique globale, le G20 a servi de chambre d'urgence. On avançait sans protocole, en contournant les lourdeurs des organisations classiques, et cette forme de désordre assumé permettait en réalité de faire ce que personne d'autre ne pouvait faire aussi vite. C'était presque artisanal, mais efficace. Une sorte de respiration dans un monde saturé d'institutions rigides.

Mais ce qui sauve dans l'urgence finit souvent par handicaper dans le temps long. À mesure que les années ont passé, l'absence de colonne vertébrale a commencé à peser. Sans structure, les décisions s'éparpillent ; sans mémoire institutionnelle, les engagements s'effacent aussi vite qu'ils ont été annoncés ; sans continuité, chaque présidence réinvente l'agenda, parfois sans tenir compte de ce qui a précédé. Et ce mouvement en spirale n'a fait que se renforcer. Certains chercheurs, comme Luckhurst ou Rewizorski, ont montré à quel point ce forum fonctionne par soubresauts : brillant dans les crises, presque inerte dès que la situation se stabilise. Tout y dépend de la volonté politique du moment - qui, elle, dépend d'une multitude de facteurs parfois imprévisibles : une élection, un conflit régional, une crise intérieure, un changement de ministre, ou un simple retournement d'humeur diplomatique.

Dans un monde devenu plus dur, plus fragmenté, plus soupçonneux, cette informalité ressemble moins à un espace de liberté qu'à une fragilité structurelle. Le G20 continue d'exister par inertie, mais sans outils pour peser réellement. Il se meut, mais sans ossature. Il parle beaucoup, mais peine à transformer la parole en action. Et cette absence de fondation solide - que l'on décrivait autrefois comme une

force - devient maintenant un handicap qui le suit comme une ombre.

II. L'ÉMERGENCE DES PUISSANCES DU SUD : RECOMPOSITION SILENCIEUSE OU RUPTURE SYSTÉMIQUE ?

L'un des mouvements les plus structurants du dernier quart de siècle est l'ascension économique et diplomatique des puissances émergentes. Henning et Walter montrent que cette montée n'a pas simplement modifié les équilibres économiques ; elle a transformé la géopolitique des institutions. Le G20, en accueillant des pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie ou l'Afrique du Sud, est devenu le lieu où l'ordre ancien et l'ordre naissant cohabitent sans parvenir à s'articuler pleinement. Les émergents ne forment cependant pas un bloc homogène. Leur trajectoire reflète des priorités différentes, parfois divergentes, parfois concurrentes. Parler du G20 soulève la fragmentation des visions : la Chine avance selon une stratégie de construction institutionnelle parallèle ; l'Inde adopte une posture plus prudente, naviguant entre alignements tactiques ; l'Afrique du Sud cherche à porter une voix africaine longtemps négligée ; le Brésil oscille selon ses cycles politiques internes.

Cette diversité complique la dynamique interne du G20. Mo Jongryn, avec l'exemple de MICTA (Mexique, l'Indonésie, la Corée du Sud, la Turquie, l'Australie et les Philippines), met en lumière une autre forme d'émergence : celle des puissances intermédiaires qui refusent les logiques binaires du pouvoir global et cherchent à développer des modes de coopération flexibles. Ces pays avancent sur une ligne de crête : ils cherchent à garder leurs marges de manœuvre en s'agrégeant, dossier par dossier, à des coalitions temporaires et peu formalisées. Cela donne du mouvement au G20, mais fragilise aussi l'ensemble : les fronts changent au gré des sujets, et il devient difficile de dégager une ligne d'ensemble vraiment lisible.

L'essor des BRICS, puis des BRICS+, constitue une autre dimension de cette recomposition. Les institutions alternatives créées par ces pays AIIB, NDB, mécanismes régionaux de réserve témoignent d'une double stratégie : contester l'ordre existant, mais sans rompre avec lui ; proposer des dispositifs nouveaux, mais sans en faire des substituts complets. Les émergents s'émancipent, mais sans s'affranchir. Cette posture ambivalente traverse toutes les discussions au sein du G20.

III. UNE ARCHITECTURE FINANCIÈRE ÉCLATÉE : ASYMÉTRIES PERSISTANTES ET SOUVERAINETÉS SOUS CONTRAINTE

La gouvernance financière mondiale, telle que décrite par Henning, Walter, Shome ou Callaghan, ressemble aujourd'hui à un tissu rapiécé, où se superposent des mécanismes formels et des dispositifs informels, souvent incohérents, parfois contradictoires. Le FMI reste au cœur du dispositif, mais sa gouvernance parle encore le lan-

gage d'un autre âge. Les ajustements de quotas ont à peine entamé le déséquilibre de départ : les pays du Sud pèsent de plus en plus dans l'économie mondiale, mais leur voix y reste nettement en retrait. Les conditionnalités demeurent marquées par des paradigmes orthodoxes qui ne tiennent pas suffisamment compte des réalités institutionnelles, sociales et politiques des pays émergents.

À côté du FMI, s'est développée une architecture parallèle de liquidités d'urgence : swaps de banques centrales, arrangements régionaux, initiatives asiatiques, réseaux latino-américains. Henning et Walter montrent que ces dispositifs fonctionnent comme une hiérarchie implicite : certains pays bénéficient d'un accès immédiat à la liquidité mondiale, d'autres d'un accès conditionnel, d'autres encore n'ont aucun filet de sécurité. Au bout du compte, cette hiérarchie enferme certains pays dans une telle dépendance que leur souveraineté monétaire ne subsiste plus que sur le papier.

Shome insiste sur ce point : le trilemme classique - autonomie monétaire, stabilité du change, libre circulation des capitaux - s'est transformé en dilemme. La mobilité extrême des capitaux limite la capacité des pays émergents à mener leurs propres politiques. Ils doivent choisir entre la défense de leur souveraineté et la protection contre les chocs externes.

Dans ce système éclaté, le G20 joue un rôle ambigu. Il se présente comme le lieu où l'on peut harmoniser les normes, stabiliser les marchés, coordonner les réponses. Mais il ne dispose d'aucun mécanisme lui permettant d'agir sur les dynamiques profondes. Les politiques monétaires des grandes banques centrales Fed, BCE, Banque d'Angleterre, Banque du Japon influencent plus l'économie mondiale que les déclarations finales des sommets du G20. Cette asymétrie réduit la portée réelle du forum.

IV. RÉGULATION FINANCIÈRE : INCLUSION VITRINE, POUVOIR RÉEL AILLEURS

Lorsque l'on observe la dynamique de régulation financière internationale à travers les travaux de Pickford, Park, Spahn ou encore ceux de Kirton et Kokotsis, on se rend rapidement compte que l'ouverture des enceintes normatives après 2008 a produit davantage un changement de façade qu'un renversement de la hiérarchie réelle des influenceurs. Le G20, dans ses communiqués, aime présenter l'élargissement du FSB ou la participation des émergents à la formulation des standards de Bâle III comme les signes d'un ordre plus inclusif. Mais l'analyse fine montre un écart profond entre présence formelle et capacité effective à modeler les règles. Les institutions techniques de la régulation fonctionnent comme des cercles où l'expertise, la mémoire institutionnelle et les alliances tacites façonnent le pouvoir autant que, sinon davantage que, les équilibres politiques affichés.

Les économies avancées y bénéficient d'un avantage structurel : elles ont élaboré les paradigmes dominants, développé les outils de mesure du risque, orienté pendant des décennies les normes prudentielles

et bâti des réseaux technocratiques extraordinairement denses. Les émergents, même lorsqu'ils accèdent à la table des négociations, se trouvent souvent dans une position où ils doivent apprendre les codes, décrypter les non-dits, comprendre l'inertie intellectuelle des standards qu'on leur demande d'adopter.

Les travaux comparés sur Bâle III mettent en évidence un fait dérangeant : la norme internationale a été conçue pour des systèmes bancaires occidentaux aux structures, aux expositions et aux risques très spécifiques. Or, dans un pays comme la Chine, où les banques sont massivement publiques et où la structure du crédit répond à des objectifs qui dépassent la logique purement prudentielle ; dans un pays comme l'Inde, où l'intermédiation financière repose sur une architecture duale à dominante domestique ; ou dans un pays comme l'Afrique du Sud, où les banques opèrent dans un environnement macrofinancier très volatil, l'application rigide des instruments normatifs produits par les économies avancées peut avoir des effets contre-productifs. Pourtant, comme le montrent Kirton et Kokotsis, l'espace disponible pour remettre en cause la philosophie même des standards demeure extrêmement réduit. Les émergents ne peuvent souvent plaider que pour des ajustements techniques, rarement pour une révision de fond. Les marges de manœuvre sont délimitées avant même que la discussion ne commence. Ce qui trouble le plus, dans la manière dont se fabriquent les règles financières, c'est la façon dont elles suivent presque mécaniquement les inquiétudes des pays qui dominent le système. Les grandes puissances réagissent à leurs propres crises, et c'est cette expérience-là la leur qui finit par s'imposer comme référence mondiale. On l'a bien vu après 2008 : les normes adoptées ensuite ont cherché à corriger les excès des marchés développés, leurs bulles, leurs montages opaques, leurs risques systémiques. Rien ou presque n'a été pensé à partir des réalités des pays émergents, pourtant exposés à des vulnérabilités très différentes : des flux de capitaux instables, des économies liées aux matières premières, des systèmes bancaires morcelés, des chocs climatiques répétés. Comme le rappelle Parlar Dal, cela crée une forme de biais structurel : le risque tel que le conçoivent les pays du Nord devient la mesure de tout, et celui du Sud s'efface, comme si on pouvait se permettre de ne pas le voir.

Le FSB illustre bien ce décalage. Officiellement, le cercle s'est élargi ; en pratique, les mêmes institutions occidentales continuent d'orienter la discussion. Les grands groupes de travail restent dominés par des réseaux anciens, forgés dans des traditions techniques très homogènes. Ceux qui viennent d'économies émergentes doivent souvent adopter cette manière de penser pour être écoutés. Ils finissent, malgré eux, par entrer dans une logique qui laisse peu de place à des visions différentes. Le G20, coincé entre ambition politique et faiblesse institutionnelle, se retrouve alors dans une position étrange. Il affirme vouloir une régulation plus ouverte, mais il entérine la plupart du temps des cadres définis ailleurs. Slaughter a raison : beaucoup de ce que le G20 projette comme légitimité repose sur des mots, davantage que sur un véritable déplacement du pouvoir normatif. Les émergents sont présents, mais leur présence n'altère pas vraiment la structure profonde des décisions.

* : Ancien président du Conseil National Économique, Social et Environnemental (CNESE)-Algérie

A suivre

Bangladesh L'ex-Première ministre Sheikh Hasina condamnée à mort



L'ex-Première ministre en exil du Bangladesh Sheikh Hasina, 78 ans, a été condamnée lundi à mort par la justice de son pays pour avoir ordonné la répression meurtrière des manifestations qui ont causé sa chute pendant l'été 2024. «Tous les éléments (...) constitutifs du crime contre l'humanité sont réunis», a déclaré le juge du tribunal de la capitale Dacca Golam Mortuza Mozumder en rendant son verdict, «nous avons décidé de lui infliger une seule peine, la peine de mort». En Inde depuis sa fuite en hélicoptère, la «bégum de fer» était jugée en son absence depuis le mois de juin par un tribunal de Dacca. Au terme du procès, les juges l'ont reconnu coupable de plusieurs chefs d'inculpation relevant du crime contre l'humanité, notamment d'avoir incité aux meurtres et d'avoir ordonné des meurtres, selon le verdict.

Elle a toujours nié les accusations portées contre elle. En juillet et août 2024, les manifestations antigouvernementales qui l'ont contrainte à quitter le pays après quinze ans de règne ont fait au moins 1.400 morts, selon l'ONU, pour la plupart des civils. Dans un pays sous fortes tensions politiques déjà tourné vers les élections législatives prévues dans trois mois, sa décision était très attendue. La police de la capitale a été placée en alerte et déployée en nombre pour procéder à des contrôles stricts autour du tribunal et dans tous les points névralgiques de la ville, ont constaté des journalistes de l'AFP. «Nous espérons que le tribunal exercera prudence et sagesse, que justice sera faite et que cette décision marquera la fin des crimes contre l'humanité et servira d'exemple», avait souhaité la semaine dernière le procureur en charge du dossier, Tajul Islam. Au terme des débats, le représentant de l'accusation avait réclamé le mois dernier, sans surprise, la condamnation de Sheikh Hasina à la peine capitale.

«PROCÈS POLITIQUE»

«Pour un simple meurtre, la peine de mort est la règle. Pour

1.400 meurtres, elle la mérite 1.400 fois», avait-il déclaré devant les juges. «Elle est une criminelle endurcie et n'a fait preuve d'aucun remord pour sa brutalité».

Jusque-là silencieuse, Sheikh Hasina a pris la parole en octobre auprès de plusieurs médias étrangers, pour rejeter la «totalité» des charges à ses yeux «infondées» retenues contre elle. Les enregistrements produits par l'accusation suggérant qu'elle avait autorisé le recours aux «armes létales» contre la contestation ont été «sortis de leur contexte», a jugé l'ex-Première ministre. «Un verdict de culpabilité est préétabli, malheureusement», a-t-elle poursuivi, «il s'agit clairement d'une procédure à motivation politique». Victorieuse des élections législatives, largement considérées comme frauduleuses début 2024, son parti, la Ligue Awami, a été interdit par le gouvernement provisoire du prix Nobel de la paix Muhammad Yunus. Dans l'opposition sous le règne de Mme Hasina, le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) est considéré comme le grand favori du prochain scrutin. Interrogée par l'AFP sur un éventuel retour en politique, l'ex-Première ministre a botté en touche en assurant que sa «priorité est le bien-être et la stabilité» du pays. Le tribunal a également condamné à mort lundi l'ancien ministre de l'Intérieur, Asaduzzaman Khan Kamal, lui aussi en fuite. L'ex-chef de la police, Chowdhury Abdullah Al Mamun, en détention et qui a plaidé coupable, s'est vu lui infliger une peine de cinq ans d'emprisonnement.

Le parcours judiciaire de Sheikh Hasina ne se limite pas à ce procès. Elle fait également l'objet de multiples plaintes pour les multiples meurtres, enlèvements et séquestrations dont l'ont accusé, tout au long de ses mandats, ses adversaires politiques et les ONG. Une commission d'enquête a récemment chiffré à plus de 250 le nombre de disparitions d'opposants ordonnées par son gouvernement.

Immigration Londres menace de réduire les visas à trois pays africains

Londres a menacé lundi de restreindre l'octroi de visas à trois pays africains qu'il accuse de ne pas coopérer suffisamment pour réadmettre leurs ressortissants en situation irrégulière, une mesure incluse dans la vaste réforme migratoire que dévoilera dans la journée le gouvernement travailliste.

Les trois pays concernés sont l'Angola, la Namibie et la République Démocratique du Congo, a détaillé le ministère de l'Intérieur dans un communiqué, qui juge «inacceptable» leur faible coopération en matière d'expulsions. Ces trois pays «ont un mois» pour améliorer les choses, a prévenu le secrétaire d'Etat à l'Asile et à la sécurité des frontières Alex Norris sur la chaîne Sky News lundi.

Le Home Office fait valoir que «des milliers de migrants en situation illégale originaires de ces pays sont actuellement au Royaume-Uni».

Les restrictions de visas s'appliqueraient aux visas de tourisme et visas VIP, a détaillé le ministère, qui prévient qu'elles pourraient s'étendre à d'autres pays, notamment ceux qui affichent «des taux élevés de demandes d'asile» de personnes entrées légalement au Royaume-Uni. «Mon message pour les gouvernements étrangers aujourd'hui est clair: acceptez le retour de vos ressortissants ou vous perdrez le privilège de pouvoir entrer dans notre pays», a prévenu la ministre de l'Intérieur Shabana Mahmood, citée dans le communiqué. La ministre doit présenter dans l'après-midi au Parlement une vaste réforme contre l'immigration irrégulière, pour tenter de réduire les arrivées de



migrants au Royaume-Uni depuis le nord de la France sur de petits bateaux, des traversées qui alimentent la montée en puissance du parti d'extrême droite Reform UK. Parmi les mesures déjà annoncées, figurent la réduction de la protection accordée aux réfugiés, qui seront «forcés de rentrer dans leur pays d'origine dès qu'il sera jugé sûr» et la suppression de l'accès automatique aux aides sociales pour les demandeurs d'asile. Le gouvernement entend également accélérer les expulsions avec le passage d'une loi qui encadrerait les recours à la Conven-

tion européenne des droits de l'homme. Depuis le 1er janvier, 39.292 personnes sont arrivées au Royaume-Uni à bord de petites embarcations, un chiffre qui dépasse celui de l'année 2024 (36.816). Les demandes d'asile elles ont augmenté de 18% en 2024, alors qu'elles baissaient de 13% dans l'ensemble de l'Union européenne sur la même période, selon les chiffres du gouvernement. Plus de 400.000 demandes ont été enregistrées depuis 2021, contre 150.000 sur la période 2011-2015, toujours selon les chiffres officiels.

Soudan La situation des civils déplacés au Darfour est «indescriptible»

Le secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordinateur des secours d'urgence de l'ONU, Tom Fletcher, qualifié d'«indescriptible» la situation des civils déplacés dans l'Etat du Darfour-Nord, au Soudan, affirmant que plus de la moitié des survivants en fuite sont des enfants.

«Souffrance indescriptible à Tawila. Plus de la moitié des survivants en fuite sont des enfants», a indiqué Tom Fletcher dans un message publié dimanche sur les réseaux sociaux.

«Une femme blessée que j'ai rencontrée est arrivée au camp à pied après avoir survécu à une attaque, portant l'enfant affamé de son amie. Ces survivants demandent au monde si l'aide va arriver», a-t-il affirmé. L'agence onusienne de secours a indiqué que Fletcher s'était rendu à Tawila, où il a «rencontré et parlé à des femmes qui ont fui El-Fasher il y a seulement quelques semaines».

Les déplacés «portent des récits terrifiants de violences brutales. Le monde ne les a pas protégés. Nous devons faire mieux», a souligné Tom Fletcher. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), Fletcher a également visité El-Geneina, au Darfour-Ouest, et Zalingei, au Darfour-Central.



Plus tôt cette semaine, il s'est rendu à Port-Soudan, dans l'est du pays, où il a rencontré le président du Conseil de souveraineté transitoire, Abdel Fattah al-Burhan.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime que le nombre total de personnes déplacées en provenance d'El-Fasher et des villages environnants avoisine les 100.000 depuis le 26 octobre.

Le mois dernier, les Forces de soutien rapide (FSR) ont pris le

contrôle d'El-Fasher, capitale du Darfour-Nord, où elles ont commis des massacres.

Le groupe contrôle désormais les cinq Etats du Darfour sur les 18 que comptent le pays, tandis que l'armée détient la majorité des 13 autres Etats, dont Khartoum. Le conflit au Soudan entre l'armée et les FSR, a déclenché en avril 2023, a fait au moins 40000 morts et déplacé 12 millions de personnes, selon l'Organisation mondiale de la santé.

Son de blé au profit des éleveurs Vers la mise en place d'un schéma d'approvisionnement plus stable

J. Boukraa

La Direction des services agricoles de la wilaya d'Oran a organisé avant-hier une importante réunion consacrée à l'examen de la nouvelle circulaire ministérielle fixant les conditions et modalités d'approvisionnement des éleveurs en son de blé (nkhala), qu'ils soient individuels ou regroupés au sein de coopératives.

Cette démarche vise à garantir un meilleur accès à la matière première, issue du broyage du blé tendre et dur, afin d'améliorer la ration alimentaire du cheptel et, par conséquent, les conditions actuelles de l'élevage dans la région.

La rencontre a réuni l'ensemble des intervenants du secteur, notamment l'Inspection vétérinaire de wilaya, les cadres de la Direction des services agricoles, le président de la Chambre d'agriculture d'Oran, le directeur régional de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), le directeur du commerce de la wilaya, le directeur de l'Union des coopératives agricoles, un représentant de la Direction de l'industrie, le directeur de l'Office national de l'alimentation du bétail (ONAB) ainsi que des représentants de l'Union nationale des agriculteurs algériens (UNPA).

Au cours de la réunion, les participants ont passé en revue les mécanismes actuels de distribution et les mesures permettant de renforcer la transparence et l'équité dans la répartition des quotas.



L'objectif principal demeure la mise en place d'un schéma d'approvisionnement plus stable, plus contrôlé et plus efficace. Parallèlement à cette réunion, la commission mixte chargée du contrôle des moulins a effectué fin de semaine une sortie d'inspection dans plusieurs moulins relevant du territoire de la wilaya et alimentés par la CCLS. Cette mission avait pour objectifs de vérifier : la réception effective des quotas de blé tendre ou dur attribués à chaque moulin ; le respect des prix de vente réglementés, conformément aux dispositions de l'État ; la conformité des programmes de distribution du son de blé destinés aux éleveurs, tels que définis par la commission de wilaya chargée de la gestion de cette matière stratégique.

Les premiers constats font état d'une volonté de renforcer le contrôle et la traçabilité des flux de blé et de son, afin de lutter contre les dérives et d'assurer que la nkhala produite soit véritablement orientée vers les éleveurs qui en dépendent. Ces actions - la réunion de coordination et les sorties d'inspection - s'inscrivent dans une dynamique territoriale visant à sécuriser la filière d'alimentation animale, à soutenir les éleveurs et à garantir un fonctionnement plus rigoureux des unités de transformation céréalière. Elles traduisent également la volonté de la wilaya d'Oran d'appliquer strictement les directives nationales pour assurer une distribution équitable et durable des ressources agricoles.

Port d'Oran Le terminal à conteneurs renforcé par de nouveaux équipements

Le terminal à conteneurs du port d'Oran a été renforcé par de nouveaux équipements et engins destinés aux opérations de déchargement, de chargement et de manutention des conteneurs, dans le but d'améliorer la productivité du port et de réduire la durée d'accostage des navires, a-t-on appris, dimanche, du président-directeur général de l'entreprise portuaire, Mohamed Hadji.

Dans une déclaration à l'APS, M. Hadji a précisé que le terminal à conteneurs s'est doté durant le mois de novembre en cours de six engins modernes au traitement et à l'empilage des conteneurs, ainsi que de trois grandes grues de der-

nière génération de type RTG pour le déchargement des conteneurs du navire vers le quai. Cette opération a été financée sur le budget propre de l'entreprise, a-t-il indiqué, ajoutant que cette démarche s'inscrit dans le cadre d'un programme global de modernisation du matériel et de renforcement des capacités logistiques du port.

Elle intervient dans le contexte des efforts continus visant à développer les infrastructures portuaires et à accroître les capacités de manutention des conteneurs selon les normes internationales les plus récentes, ce qui permettra d'améliorer la qualité des services, notamment en matière de traitement des conteneurs.

Par ailleurs, vingt ingénieurs ont été recrutés et ont bénéficié d'une formation sur l'utilisation de ces équipements modernes, qui entreront en service à la fin du mois de décembre prochain. M. Hadji a rappelé que l'Entreprise portuaire d'Oran a adopté une stratégie de développement basée sur trois axes essentiels, à savoir l'aménagement des espaces et des quais pour accueillir et assurer l'accostage des navires, la réorganisation du travail pour assurer une activité continue 24h/24 grâce au renforcement des ressources humaines qualifiées, ainsi que le renforcement du terminal à conteneurs par des équipements et engins modernes.

Désinfection préventive Les gérants d'établissements d'Arzew appelés à adhérer au programme

K. Assia

Les gérants d'établissements accueillant le public à l'exemple des restaurants, des cafés, des hôtels, des bains maures, des douches, des salles de fêtes, des taxis, des bus de transport en commun et tout autre moyen de transport sont désormais appelés à adhérer au programme de désinfection préventive lancée par les services de l'APC d'Arzew. Dans un appel lancé par cette collectivité, le maire invite tous les gé-

rants de ces établissements à s'impliquer davantage dans ce programme visant à préserver la santé de la population. Les concernés doivent se rapprocher du bureau d'hygiène communal situé en plein centre-ville précisément à proximité de la station des taxis et s'enquérir de ce dispositif mis en place par la commune afin d'obtenir le certificat de désinfection qui atteste que le magasin ou le moyen de transport répond aux normes de sécurité et ne représente aucun danger pour la santé publique.

En effet, ce dispositif vise à promouvoir la prévention et à maintenir la santé et la sécurité des citoyens, explique-t-on du côté des initiateurs. Ainsi la santé publique est une priorité absolue et pour utiliser les produits en toute sécurité, les instructions doivent être clairement suivies. Les surfaces commerciales ainsi que les moyens de transport doivent être nettoyés au moyen de produits efficaces ce qui signifie qu'il faut utiliser des nettoyants désinfectants pour éliminer les germes nocifs.

Oued Tlélat Vaste campagne d'assainissement et d'entretien des immeubles

J. Boukraa

L'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) d'Oran a poursuivi cette semaine sa campagne d'assainissement visant à améliorer le cadre de vie des habitants des logements publics locaux. Cette opération, inscrite dans une démarche continue d'entretien et de prévention, a touché dimanche plusieurs sites prioritaires, dont la cité des 3.000 logements publics locaux de Oued Tlélat et la cité des 2.500 logements publics locaux de Oued Tlélat (site 01). Pour mener à bien cette mission, l'OPGI a

mobilisé des équipes techniques spécialisées chargées de nettoyer et déboucher les bouches d'égout extérieures, assainir et purger les réseaux de drainage et d'évacuation des eaux usées et procéder à la vidange, au pompage et au nettoyage complet des caves (éventuellement inondées ou encombrées).

Ces interventions ont permis d'éliminer d'importantes quantités de déchets, boues, sable et résidus en tout genre, accumulés au fil des derniers mois. Elles visent également à réduire les risques d'inondation, de mauvaises odeurs ou de dégradation des structures, en parti-

culier durant la saison des pluies. Selon l'OPGI, cette campagne s'inscrit dans un programme d'entretien élargi qui se déploiera progressivement à travers l'ensemble du patrimoine locatif géré par le bureau, couvrant ainsi plusieurs communes de la wilaya.

Une attention particulière sera accordée aux grands pôles urbains, où les besoins en assainissement restent élevés en raison de la densité de population. Ces efforts seront poursuivis tout au long de l'année, en coordination avec les collectivités locales, afin de garantir une gestion optimale du cadre de vie.

Récif artificiel de Bousfer Deux projets de recherche pour le repeuplement en moules et céphalopodes

Deux projets de recherche portant sur le peuplement du récif artificiel de Bousfer, situé à Ain El Turck (ouest de la wilaya d'Oran), sont en préparation par l'association écologique marine Barbarous en coopération avec des partenaires japonais, a indiqué le secrétaire général de l'association, Amine Chakouri.

Ces projets visent à favoriser l'installation de certaines espèces marines dans ce récif artificiel, dont la réalisation est en phase finale, a-t-il précisé. L'initiative s'inscrit dans le cadre du programme de coopération algéro-japonais, mené conjointement par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et l'association

Barbarous, a ajouté le responsable. Le premier projet concerne la création de niches destinées à l'accueil des moules au sein du récif artificiel. Le second vise à étudier la cohabitation de ces moules avec les céphalopodes, en particulier le poulpe et la seiche, a expliqué M. Chakouri. Il a souligné que certaines observations scientifiques évoquent une interaction possible entre ces deux groupes d'espèces. Pour vérifier cette hypothèse, une série de plongées d'observation est prévue une fois les niches à moules installées. Le secrétaire général de l'association a rappelé que le récif artificiel de Bousfer constitue le premier projet du genre en Algérie à avoir atteint plus de 80% de réalisation, conformément à son plan initial.

Artisanat et bonne gestion d'entreprise Plus de 900 artisans formés cette année

L'Ecole de formation et de perfectionnement relevant de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) d'Oran a formé plus de 900 artisans dans les domaines de l'artisanat et de la bonne gestion d'entreprise au cours de l'année 2025, a-t-on appris mardi auprès de cette institution.

Selon le directeur de la Chambre, Tahar-Miloud Djebbar, près de 230 artisans ont été formés au sein de l'Ecole de formation et de perfectionnement de la CAM d'Oran dans divers métiers de l'artisanat et de l'artisanat d'art.

M. Djebbar, qui s'exprimait à l'occasion d'une cérémonie organisée à la Maison de l'artisanat du quartier Es-Sabah (commune Sidi Chahmi) à l'occasion de la Journée nationale de l'artisan a par ailleurs souligné que la même école a organisé des sessions de formation au profit de plus de 700 autres artisans dans le domaine de la bonne gestion d'entreprises durant la même période.

Il a fait observer que ce type de formation permet aux artisans d'acquérir des compétences et des connaissances et d'apprendre les meilleures pratiques de gestion, selon les stan-

dards internationaux les plus récents, renforçant ainsi leurs capacités de réussite et la pérennité de leurs projets.

Cette cérémonie, tenue en présence du directeur du tourisme et de l'artisanat, du président de la Chambre de l'artisanat et des métiers d'Oran et de nombreux artisans, a été marquée par la remise de diplômes à environ 45 lauréats ayant achevé leur formation dans des spécialités telles que l'électricité du bâtiment, la couture traditionnelle, la coiffure, l'esthétique et les gâteaux traditionnels.

Quatre doyens de l'artisanat et de l'artisanat d'art ont également été honorés à cette occasion, de même qu'un artisan en situation de handicap, le plus âgé des artisans, en reconnaissance de son engagement pour la préservation des métiers traditionnels, ainsi que le plus jeune artisan, encouragé pour sa motivation et son désir de développer ses compétences. Une exposition a également été organisée à cette occasion, permettant aux diplômés de présenter leurs produits artisanaux et de mettre en valeur leurs savoir-faire dans différents métiers de l'artisanat d'art, notamment la préparation de gâteaux traditionnels.

Lutte contre les bandes de quartiers 7 individus arrêtés et des armes blanches récupérées

K.Assia

Les éléments de la 2^{ème} sûreté urbaine sont parvenus à mettre la main sur 7 individus qui s'adonnaient à des rixes de quartiers créant un climat de peur et de terreur chez les riverains. Cette opération vient en application des directives données par la Direction générale de la sûreté nationale visant à lutter contre les bandes de quartiers et les réseaux criminels qui menacent la sécurité des personnes et de leurs biens et a été effectuée à la suite

d'informations parvenues aux policiers indiquant que des individus s'adonnaient à des actes d'agression à l'arme blanche et semaient des troubles à l'ordre public.

Sur ce, un dispositif est mis en place afin de les identifier et de localiser leur emplacement. Les mis en cause ont été appréhendés et les policiers ont récupéré un lot d'armes blanches qu'ils cachaient dans leurs domiciles pour exécuter leur plan criminel. Ils ont été présentés au tribunal et placés sous mandat de dépôt.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

BEKAADA Brahim, 77 ans, El Kerma
HAMOUCHE Ramtane, 83 ans, 10 rue Fares Houari
BENABDELLAH Med, 76 ans, Zahana
SARDI Rahou, 68 ans, Boutléils

Horaires des prières pour Oran et ses environs

27 jourmada el oula 1447

El Fedjr 06h15	Dohr 12h48	Assar 15h35	Maghreb 17h58	Icha 19h18
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Mascara

Le wali appelle à saisir les opportunités d'investissement

Les participants au séminaire régional intitulé «L'investissement dans la wilaya de Mascara : opportunités et perspectives», organisé lundi à Mascara, ont affirmé que cette wilaya figure parmi les régions aptes à attirer les investisseurs grâce à ses potentialités économiques disponibles.

Dans ce contexte, la directrice du Centre de développement de l'entrepreneuriat relevant de l'Université Mustapha-Stambouli de Mascara, Noria Lâala, a indiqué que la wilaya dispose de solides atouts pour attirer les investisseurs algériens et étrangers, notamment grâce à la disponibilité d'une réserve foncière industrielle dans différentes communes, ainsi que de vastes superficies de terres agricoles.

Elle a ajouté que la wilaya recèle des atouts touristiques, naturels, culturels, religieux et historiques qui en font une destination attractive pour l'investissement national et étranger, contribuant ainsi au développement économique de la région.

De son côté, le directeur des incubateurs d'entreprises de l'université, Bekhti Benaoumer, a souligné que la wilaya de Mascara bénéficie d'une infrastructure solide favorisant l'attractivité des investissements, évoquant dans cet ordre d'idées les projets en cours, tels que la route reliant l'autoroute Est-Ouest sur une distance de 43 km, ainsi que l'extension des zones industrielles et des zones d'activités dans différentes communes de la wilaya.

Il a indiqué que Mascara a la capacité de devenir l'une des wilayas pionnières en matière d'investissement productif, grâce aux indicateurs positifs relevés par les autorités locales et les organismes concernés, ainsi qu'aux mesures incitatives visant à attirer les investissements et à fournir un foncier industriel disponible, soulignant le rôle pivot des élus locaux dans la création d'un environnement favorable.

Pour sa part, le wali Fouad Aïssi a appelé l'ensemble des investisseurs locaux, régionaux et nationaux à profiter des opportunités offertes dans la wilaya de Mascara, affirmant à cet égard que la wilaya est disposée «à accueillir tout projet sérieux et utile».

Il a également réitéré l'engagement des autorités locales à accompagner les investisseurs, depuis la phase de lancement jusqu'à la concrétisation du projet sur le terrain, à travers des mécanismes de suivi efficaces et transparents.

Le premier responsable de l'Exécutif local a également mis en avant le fait que l'Université Mustapha-Stambouli de Mascara constitue un modèle d'ouverture sur son environnement économique et social, notamment à tra-

vers ses centres de recherche, ses incubateurs et son soutien constant aux startups.

Le wali a, en outre, affirmé que l'ambition des autorités de la wilaya est de «bâtir une wilaya forte, attractive pour l'investissement et riche en projets productifs», exploitant efficacement ses ressources naturelles et humaines et construisant une économie locale diversifiée.

Il a souligné que la concrétisation de cet objectif nécessite la complémentarité des efforts entre l'administration, l'université, les investisseurs et la société civile.

La rencontre a été marquée par l'organisation de sessions de travail interactives portant sur les opportunités d'investissement dans les secteurs industriel, agricole et touristique de la wilaya.

Il est à noter que cet événement a été organisé à l'initiative des autorités de la wilaya, en coordination avec l'Université Mustapha-Stambouli, en présence de représentants d'organismes publics concernés par l'investissement, ainsi que d'un nombre d'investisseurs locaux et en dehors de la wilaya, en plus d'enseignants, de chercheurs et d'étudiants.

Beni-Abbès

Trois nouvelles structures de la police en chantier

Un programme portant sur la réalisation de trois nouvelles structures relevant de la Sûreté de wilaya de Beni-Abbès est en cours de concrétisation au chef-lieu de cette collectivité, selon les services de la wilaya.

Ces projets, qui renforceront à terme les capacités de la Sûreté de wilaya et amélioreront la couverture sécuritaire de la région, portent sur la construction d'un siège de sûreté urbaine au quartier Boussouar Ahmed, ainsi que d'une autre structure similaire au niveau du groupement urbain des 62 logements. Cette démarche vise également à rapprocher davantage les services de police des citoyens, a-t-on précisé.

Les chantiers de ces deux infrastructures enregistrent

actuellement des taux d'avancement de 10% et 60% respectivement. Ils ont fait l'objet, récemment, d'une visite d'inspection du wali, lequel a donné des instructions fermes pour leur achèvement et leur réception dans les plus brefs délais, selon la même source.

Par ailleurs, la Sûreté de wilaya a bénéficié de la réalisation d'une importante base de vie d'une capacité de 250 lits. Le taux d'avancement des travaux de cette structure est estimé à 58%, a-t-on signalé.

La concrétisation de l'ensemble de ces projets vise à renforcer les moyens opérationnels de la Sûreté de wilaya afin de garantir la sécurité des personnes et des biens dans la région, souligne-t-on.

Aïn-Temouchent

Vers l'extension de la zone industrielle de Tamazoura

Le secteur de l'industrie à Aïn-Témouchent, a entamé l'élaboration d'une étude portant sur l'extension de la zone industrielle de Tamazoura sur une superficie supplémentaire de 226 hectares, a-t-on appris du directeur de wilaya du secteur, Hebbaz Kouadri. Cette étude vise à créer une nouvelle assiette foncière à même de répondre à la demande d'investissement enregistrée, notamment pour les projets industriels nécessitant de vastes superficies, a-t-il indiqué, précisant qu'une enveloppe financière de 80 millions DA a été allouée pour la réalisation de cette étude, dont le suivi est assuré par le secteur des travaux publics. Le projet d'extension de la zone industrielle de Tamazoura revêt une importance particulière pour attirer de nouveaux projets économiques, compte tenu de la position stratégique de cette zone, située non loin de la zone industrielle de Ta-

fraoui (Oran), ce qui, a fait savoir le même responsable, «devra contribuer à la création d'un pôle industriel d'excellence à proximité du port d'Oran». La zone industrielle de Tamazoura s'étend actuellement sur 205 hectares, avec un taux d'aménagement de 98%. Les travaux relatifs au réseau routier, ainsi qu'au raccordement à l'électricité, au gaz, à l'eau potable, à l'assainissement et à l'évacuation des eaux pluviales sont achevés, a souligné M.Kouadri, précisant qu'elle a été également raccordée à la fibre optique. La même zone industrielle compte 102 projets d'investissement agréés, dont 16 sont déjà entrés en exploitation dans diverses activités industrielles, générant 1.178 emplois. Les travaux de cinq autres projets sont terminés et leur mise en service est imminente, ce qui permettra la création de 394 postes supplémentaires, selon le même responsable.

Foncier agricole : plus de 2.500 dossiers régularisés avant fin décembre

Plus de 2.500 dossiers relatifs au foncier agricole devraient être régularisés dans la wilaya de Mascara d'ici la fin de l'année en cours, a annoncé dimanche soir le wali Fouad Aïssi.

Lors de sa rencontre périodique avec la presse consacrée au développement local, le même responsable a indiqué qu'il est prévu de régulariser, d'ici la fin de l'année en cours «au plus tard», plus de 2.500 dossiers relatifs au foncier agricole. Il a précisé que ces dossiers

sont actuellement à l'étude dans le cadre des procédures légales d'assainissement du foncier agricole.

Par ailleurs, il a indiqué que 10.400 postes d'emploi ont été créés dans la wilaya depuis le début de l'année jusqu'à fin octobre dernier, grâce à la concrétisation de nombreux projets d'investissement publics et privés.

Le nombre global de postes d'emploi créés devrait dépasser les 12.000 d'ici la fin de l'année, suite à la mise

en service prochaine de plusieurs projets d'investissement privés, selon la même source. M. Aïssi a également souligné que les projets du programme de logement de type location-vente «AADL 3» attribués à la wilaya seront réalisés dans plusieurs pôles urbains à travers différentes communes, dont celui de la région d'El-Hamama de la commune de Tizi, qui sera destiné au profit des communes de Mascara, El-Keurt, Bouhanifia, Froha et Tizi.

Chlef

Une production de près de 90.000 quintaux d'olives attendue

La direction des services agricoles (DSA) de Chlef prévoit une production de près de 90.000 quintaux d'olives au titre de la campagne agricole en cours (2025/2026), a-t-on appris auprès de cette structure.

Les prévisions de production pour l'année en cours sont de 89.619 quintaux, englobant les olives de table et celles destinées à la trituration, selon la même source. Le verger oléicole de la wilaya s'étend sur une superficie globale de plus de 6.200 hectares, dont 4.700 hectares productifs. Les prévisions attendues pour le rendement à l'hectare sont de près de 18 quintaux pour l'olive de table et de plus de 20 quintaux pour l'olive destinée à la trituration (extraction de l'huile d'olive).

S'agissant de la présente campagne de récolte, la même source a souligné que celle-ci a déjà touché une superficie de 866,5 hectares, dont la production est estimée à 11.160 quintaux d'olives.

La culture de l'olivier se répartit à travers plusieurs localités de la wilaya de Chlef, réputées pour quatre variétés d'olives, Chemical, Sigoi-se, Arbequina et Picual.



Tindouf

Un centre pour la protection des plantes sahariennes

Le lancement des travaux de réalisation d'un centre national dédié au développement de l'arganier et à la protection des plantes sahariennes est prévu, prochainement, dans la wilaya de Tindouf, selon le Conservateur des forêts, Aboubakr Aïssaoui. Le responsable a précisé à l'APS que ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de préservation de la flore saharienne, ajoutant que l'étude technique relative à cette importante infrastructure scientifique a été achevée, et que le terrain destiné à son implantation a déjà été attribué, en attendant le lancement effectif des travaux ultérieurement.

Selon la même source, ce projet, le premier du genre au niveau national, vise à attein-

dre plusieurs objectifs à court et à long termes, notamment la préservation de l'arganier dans son milieu naturel et le développement de la recherche scientifique dans le domaine des plantes sahariennes. M. Aïssaoui a également indiqué que les services des forêts ont mobilisé d'importants moyens dans ce cadre, citant notamment la création d'une pépinière-pilote au sein du parc naturel pour le développement de l'arganier, ayant permis d'accroître la production annuelle à plus de 11.000 plants en 2024.

Ces plants ont été distribués à différentes Conservations des forêts à travers le pays, dans le cadre d'un programme national d'extension des superficies consacrées à cette espèce végétale unique.

Oum el Bouaghi

600 logements AADL bientôt en chantier

Les travaux du projet de construction de 600 logements de type location-vente (AADL) seront lancés "prochainement", à Oum El Bouaghi, a indiqué lundi le directeur local du logement, Rachid Amari.

Le même responsable a précisé, à l'APS, que ce quota de logements s'inscrit dans le cadre d'un programme total accordé à la wilaya d'Oum El Bouaghi au titre des années 2024 et 2025, comprenant 2.150 logements (AADL), ajoutant que le terrain destiné à ce projet a été déjà

choisi. Il a ajouté que le quota de 600 logements sera réalisé au niveau du plan d'occupation des sols POS "B", à la sortie ouest de la ville d'Oum El Bouaghi, soulignant que l'attribution provisoire du marché de réalisation du projet a été publiée.

S'agissant de la concrétisa-

tion des projets de construction de logements location-vente (AADL), le directeur du logement a indiqué que 5.189 logements ont été remis ces dernières années aux souscripteurs, à travers les communes d'Ain Beida, d'Oum El Bouaghi, d'Ain Fakroun, d'Ain Kercha et d'Aïn M'lila.

Constantine

Les urgences au CHU Dr Benbadis renforcées

Sept salles opératoires du service des urgences chirurgicales Ibn Sina relevant du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr Benbadis de Constantine ont été rénovées et mises en service, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

S'inscrivant dans le cadre

du programme de mise à niveau des différents services du CHU Dr Benbadis, l'opération de réhabilitation de ces salles permettra de réduire la pression sur les autres services chirurgicaux et d'améliorer la qualité de la prise en charge aux urgences, a souligné la cellule de communication de

la wilaya. Les travaux de rénovation de ce service considéré comme "névralgique" ont porté essentiellement sur la modernisation des blocs, la mise aux normes sanitaires, la modernisation du matériel opératoire et la remise à niveau du réseau d'oxygène, a ajouté la même source.

Mila

Le dessalement pour renforcer l'alimentation en eau

Le système d'approvisionnement en eau potable de la wilaya de Mila sera raccordé à la station de dessalement de l'eau de mer qui sera réalisée, dans la wilaya de Jijel afin de sécuriser l'alimentation en cette ressource vitale des différentes communes, selon la direction locale de l'hydraulique.

Dans une déclaration à l'APS, le chef du service d'approvisionnement en eau potable de cette direction, Fateh Lekehal, a indiqué que « la

wilaya de Mila bénéficiera d'un quota des eaux de mer dessalées à produire par la future station de dessalement de Sidi Abdelaziz de Jijel».

Selon la même source, les services de l'Agence nationale de dessalement de l'eau de mer ont lancé au début de l'année en cours une étude d'approvisionnement des wilayas de Jijel, de Constantine et de Mila depuis cette future station.

En fonction de cette étude qui sera terminée avant le

début de l'année prochaine 2026, le quota d'eau de la wilaya de Mila sera défini, a-t-on expliqué.

Selon la même source, il a été procédé en coordination avec tous les services concernés dans la wilaya au choix des sites de réalisation des ouvrages d'eau qui contribueront à augmenter les capacités de stockage et les tracés des canalisations qui achemineront l'eau dessalée vers le système d'approvisionnement en eau potable de la wilaya.

Khenchela

Une caravane pour le dépistage du diabète

Une caravane médicale sur le diabète assurant consultations, analyses et dépistage à titre gracieux, a entamé dimanche à Khenchela ses services.

Le coup d'envoi de cette "clinique mobile", installée sur la place attenante à la polyclinique Hamou-Bouchareb dans la cité Sonatiba, a été donnée par la représentante du ministère de la Santé, Nadia Bourkiche, accompagnée des autorités locales.

Placée sous le slogan "Commander le changement dans le diabète", la caravane proposera, quatre jours du

rant, des consultations généralistes et spécialisées à titre gracieux, pour toute personne le souhaitant, notamment, les personnes diabétiques.

Mme Bourkiche a indiqué à l'APS que le ministère de la Santé a mobilisé, à l'occasion de la Journée mondiale du diabète (14 novembre), un staff médical et paramédical spécialisé encadré par Pr. Wail Djamel du CHU Omrane-Khelil de Béjaïa pour assurer diverses consultations et analyses au profit des citoyens y compris les diabétiques dans les spécialités d'ophtalmo-

logie, de cardiologie vasculaire et néphrologie.

L'objectif de cette caravane est de "consolider la culture de prévention et de dépistage précoce chez le citoyen, notamment du diabète", a-t-elle ajouté.

De son côté, Pr. Nabil Belik, chef du service de néphrologie au CHU Omrane-Khelil, a invité les habitants de Khenchela à se diriger vers cette "clinique mobile" du diabète pour bénéficier des prestations proposées, notamment le dépistage précoce du diabète qui permet d'éviter d'éventuelles complications.

El Tarf

Saisie de 1.200 comprimés psychotropes

A. Ouelaa

Les services de police de Dréan informés des agissements de deux individus qui écoulaient des psychotropes dans la région d'El Tarf, ont ouvert une enquête. Les deux

mis en cause ont été interpellés. Ils étaient en possession de 1.200 comprimés psychotropes de marque Prégabaline, soigneusement cachés à l'intérieur du véhicule.

Les deux dealers ont été présentés dimanche, devant

le tribunal de Dréan pour répondre des faits qui leurs sont reprochés.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

27 jomada el oula 1447

El Fedjr 06h00 Dohr 12h33 Assar 15h17 Maghreb 17h40 Icha 19h02



Bouira

Commerce aux abords de l'autoroute : 8 arrestations

Farid Haddouche

L'unité de la sécurité routière de la gendarmerie de Bouira a interpellé 8 personnes, âgées de 18 à 56 ans, pour exercice illégal d'une activité commerciale sans inscription au registre du commerce. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la lutte contre les nuisances et les infractions qui menacent la

sécurité publique, notamment le commerce ambulancier non réglementé le long des axes routiers de la wilaya de Bouira. L'opération fait suite à d'importantes opérations menées par l'unité, dans le but de mettre fin à cette activité illégale des vendeurs ambulants, sans autorisation, proposant divers produits alimentaires et autres articles d'épicerie le long des

routes. L'opération a donné lieu à l'arrestation de 8 suspects pour exercice illégal d'une activité commerciale sans inscription au registre du commerce. Les denrées alimentaires et autres produits d'épicerie proposés à la vente ont été saisis, ainsi qu'un véhicule utilitaire utilisé pour cette activité. Les suspects seront déférés devant la justice à l'issue de l'enquête.

Djelfa

Un mieux pour la filière pomme de terre

La wilaya de Djelfa a réalisé une production dépassant 1,167 million de quintaux de pomme de terre saisonnière au titre de la campagne agricole en cours, selon la direction des services agricoles (DSA).

Cette récolte, équivalente à celle cumulée sur plusieurs saisons écoulées, a été réalisée sur une superficie de près de 3.200 hectares répartis à travers différentes communes, selon la même source.

La culture de la pomme de terre à Djelfa, suscitant un intérêt marqué auprès des agriculteurs locaux, est concentrée dans plusieurs zones agricoles des communes de Had Shari, El Birine et Bouiret Lahdab, connues pour la production de diverses variétés, saisonnières et non saisonnières.

A noter que le rendement à l'hectare de ce tubercule a connu une "hausse record" grâce aux échanges d'expérien-

ce avec des producteurs expérimentés de Mascara, Sétif et Aïn Defla. Il est passé de près de 130 quintaux il y a une décennie à près de 240 quintaux lors des trois dernières campagnes.

La campagne de plantation de la pomme de terre précoce (primeur) a été lancée dernièrement sur une superficie ciblée de plus de 2.100 hectares, ce qui va contribuer à assurer une production de nature à couvrir les besoins du marché en la matière, selon la même source.

Alger

Djezzy inaugure sa nouvelle boutique à Sidi Abdallah

L'opérateur de la téléphonie mobile "Djezzy" a officiellement inauguré, récemment, sa nouvelle boutique au niveau de la nouvelle ville de Sidi Abdallah (Alger), dans le cadre de sa stratégie de proximité et de modernisation de son réseau de distribution, a indiqué dimanche un communiqué de l'entreprise.

La boutique, inaugurée jeudi dernier en présence du directeur général de "Djezzy", M. Boumediene Senouci, a été conçue selon "une charte moderne et accueillante", illustrant "la volonté de Djezzy d'offrir un cadre fonctionnel et agréable, répondant

aux attentes d'une clientèle de plus en plus connectée et exigeante", précise la même source.

L'ouverture de cette boutique intervient en réponse à "une forte demande exprimée par les habitants de la région", affirme Djezzy, qui a souligné avoir "répondu favorablement à ces sollicitations, avec le soutien des autorités locales qui ont accompagné et facilité la concrétisation du projet".

"En parfaite cohérence avec la stratégie technologique de l'entreprise", la boutique, ouverte au public le 21 septembre dernier dans un emplacement à forte affluence, est dotée

d'un service solutions destiné à "simplifier les démarches des clients et améliorer leur expérience".

A l'occasion de cette inauguration, M. Senouci a tenu à échanger avec les collaborateurs et les clients présents, soulignant que "la proximité et l'écoute du client demeurent au cœur de la stratégie de Djezzy".

Il a, également, rappelé que "la politique de développement de l'entreprise s'inscrit dans le sillage de la politique de l'Etat en matière d'habitat, en accompagnant la création de nouvelles cités par des investissements visant à rapprocher les services de télécommunications des citoyens".

Un réseau de trafic de drogue démantelé

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont procédé au démantèlement d'un réseau criminel et à la saisie de quantités importantes de drogues, selon un communiqué des mêmes services.

"La Brigade mobile de la Police judiciaire (BMPJ) de Dergana, relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Dar El Beïda, a procédé au démantèlement d'un réseau criminel organisé versé

dans le trafic de drogues et de substances psychotropes, composé de six (06) membres dont trois frères, et à la saisie de quantités considérables de drogues et d'une somme d'argent importante en monnaies nationale et étrangère", précise le communiqué.

Cette opération, menée sous la supervision du Procureur de la République territorialement compétent, après exploitation d'informations sur les activités d'une bande criminelle versée dans le trafic de drogue et de substances psychotropes, a permis de neutraliser

les éléments de la bande avec la saisie de 8.570 comprimés psychotropes, 502 g de drogues dures de type cocaïne, 1.550 g de kif traité, 527 comprimés de drogues dures de type "Ecstasy", 430 cartouches de cigarettes, et une somme d'argent d'une valeur de 256 millions de centimes et 2.660 euros".

"Les mis en cause ont été présentés devant le Procureur de la République territorialement compétent, conformément à un dossier de procédure judiciaire", selon la même source.

Amical / aujourd'hui à 17h30, Arabie saoudite-Algérie
L'enjeu dépasse l'amical

M. Zeggai

Un match de prestige, chargé de rivalité et de suprématie, opposera cet après-midi à Djeddah l'Arabie saoudite à l'équipe nationale algérienne, deux sélections aux styles de jeu bien affirmés. La question est simple: qui aura le dernier mot ? Réponse dans quelques heures lors d'une affiche qui tient en haleine les deux camps ainsi qu'un large éventail d'observateurs. Cette confrontation, très attendue, promet une véritable bataille tactique entre deux techniciens chevronnés, Vladimir Petkovic et Hervé Renard, connus par leur flair stratégique et leur capacité à influencer le cours d'un match. Les deux formations entendent préserver leur dynamique actuelle, ce qui donne à cette rencontre une dimension loin d'être amicale. D'un côté, les Saoudiens comptent profiter de la ferveur et du soutien de leur public bouillant pour atteindre leur objectif.

De l'autre, les Algériens, nullement impressionnés, ont beaucoup à défendre et n'entendent pas jouer les figurants. Les Verts viseront clairement la victoire, même si le contexte d'avant match n'est pas en leur faveur avec l'absence de pas moins de six éléments-clés lors de ce stage. Le coach national dispose toutefois d'un groupe équilibré et capable de tenir la tête à la sélection saoudienne. Reste à savoir si les joueurs disponibles sauront offrir le même rendement



que les absents. Toute la question est là.

Conscient de cette réalité, Vladimir Petkovic affirme néanmoins sa confiance en ceux qu'il a choisis. C'est d'ailleurs probablement pour cette raison qu'il n'a pas jugé utile de remplacer les défections enregistrées. Un choix osé... qui n'en demeure pas moins un pari risqué. Six joueurs, dont les deux derniers, Amoura et Boudaoui, déclarés inaptes pour le regroupement. Pourquoi le coach a choisi de ne pas procéder au remplacement des forfaités ? Dès lors, on peut légitimement se demander à quoi sert la liste élargie si elle n'est pas exploitée dans une situation pareille. Avant de croiser l'Arabie saoudite, Vladimir Petkovic semble rassuré puisque les Verts sont déterminés à imposer leur présence face à une redoutable sélection saoudienne, qui a puisé dans ses ressources

pour battre les Ivoiriens. Le coach national est appelé à choisir les éléments qui conviennent à sa stratégie qui consiste à fausser les plans tactiques de l'équipe adverse. Avec Guendouz dans les bois, Dorval, Aït Nouri ou Hadjem, Chergui et Mandi en défense, Maza, Aouar pour la construction, il aura à choisir entre Bennacer, Traoui, Zorgane ou Zerrouki dans la récupération. Pour l'attaque, il aura l'embarras du choix avec les Mahrez, Kebbal, Hadj Moussa, Bounedjah et Bakrar et même Aït Nouri si Hadjam sera titularisé à gauche de la défense.

En somme, il s'agit là d'un gros test pour ces deux sélections qui préparent leurs futures échéances officielles. Il s'agit également d'un match spécial pour Mahrez et Aouar qui évoluent dans le championnat saoudien et connaissent bien la rivalité qui caractérise les joueurs entre eux.

Coupe arabe FIFA 2025 (préparation)
L'Algérie et l'Egypte dos à dos (0-0)

L'équipe nationale A' de football s'est neutralisée avec son homologue égyptienne (0-0), en match amical disputé lundi au stade international du Caire, dans le cadre de la préparation des deux équipes en vue de la Coupe arabe FIFA Qatar-2025 (1-18 décembre).

Pour ce second test amical face aux "Pharaons", après celui perdu vendredi (3-2), le sélectionneur national Madjid Bougherra, a aligné un

onze remanié, avec en pointe de l'attaque l'actuel meilleur buteur historique des Verts, Islam Slimani, à qui on lui a confié le brassard de capitaine. Lors de la première période, les coéquipiers de L'Ghoul n'ont pas été entreprenants, incapables de créer la moindre occasion de scorer. Après la pause citron, les Algériens sont montés d'un cran, se montrant de plus en plus menaçants, à l'image des deux tentatives

de Meziane (49e, 57'), sans pour autant trouver le chemin des filets. La domination algérienne s'est heurtée à la défense égyptienne, bien en place. Ce second rendez-vous face à l'Egypte devrait être le dernier dans le cycle préparatoire de l'équipe nationale A' en prélude de la Coupe arabe. Le prochain rassemblement est prévu à la fin du mois de novembre à Alger, avant de s'envoler pour Doha.

Inter-régions (Groupe Ouest)
Plus de 15 millions DA au profit du RC Relizane

La direction du RC Relizane vient de bénéficier d'une subvention financière de la part des autorités locales de la wilaya, d'un montant de 15,5 millions de dinars, a-t-on appris de ce club évoluant en championnat inter-régions de football (Groupe Ouest). Ce soutien intervient dans un contexte sportif favorable pour cette formation, engagée dans une saison particulièrement réus-

sie. Actuellement, le «Rapid» réalise un parcours remarquable : leader du championnat avec 22 points, il devance de deux longueurs son plus proche poursuivant, l'US Sidi M'hamed Ben Ali. Le club affiche un bilan impressionnant, totalisant sept victoires, un match nul et aucune défaite depuis le début de la saison. Cette dynamique positive nourrit de grandes ambitions. Le «Ra-

pid» vise en effet un retour en Ligue 2, qu'il a quittée depuis trois saisons, une année après avoir perdu sa place parmi l'élite.

La direction du RCR espère que cette aide financière contribuera à stabiliser la situation du club, renforcer l'effectif et soutenir la progression d'une équipe déterminée à renouer avec le haut niveau, indique-t-on de même source.

Ligue 2 : Centre-Ouest (10^e journée)
Chocs à Témouchent et Kouba

M. Z.

Tous les regards seront tournés vers le stade Omar Oucief, théâtre du choc entre le leader, le CRT, et son poursuivant immédiat, la JSEB. Les Témouchentois, en évoluant chez eux, semblent idéalement placés pour creuser l'écart, mais ce n'est pas tâche aisée face aux El Biarois qui ont le vent en poupe ces derniers temps et ont prouvé qu'ils savent voyager. A Mascara, on

aura droit à un derby très serré entre le GCM, condamné à gagner pour quitter momentanément la zone rouge, et l'ASMO, tenue également par l'obligation de résultat pour ne pas être distancée par le leader en cas de victoire sur la JSEB. Une chose est sûre: ces retrouvailles pourraient constituer un tournant décisif pour leur maintien.

L'attraction de ce round reste le grand derby RCK-NAHD. Les Koubéens n'ont aucune alternative que de l'emporter, mais les Nahdistes visent, eux aussi, le même objectif. Le problème de ces derniers : ils sont toujours sans entraîneur. Les Harrachis, eux, devraient logiquement ajouter trois points à leur escarcelle pour se rapprocher du peloton de tête. Ce

n'est pas gagné d'avance face à une équipe du RCA qui, malgré sa place de lanterne rouge, refuse de lâcher prise. Un autre derby attire également l'attention : celui qui mettra aux prises le MCS à la JSMT. Les Saïdéens disposent d'un ascendant psychologique sur les Tiarétis qu'ils avaient éliminés en coupe. Tout reste possible entre un team du MCS qui a grandement besoin de points pour s'éloigner de la zone des turbulences, et un autre, celui de la JSMT, toujours sans entraîneur, qui traverse une période difficile. Le WAM, lui, semble bien disposé pour renouer avec la victoire devant son hôte du jour, la JST. Enfin, l'ESMK et le WAT se rendront respectivement à Bechar et Adrar.

Aujourd'hui à 14h00

CRT	.....	JSEB
GCM	.....	ASMO
RCK	.....	NAHD
USMH	.....	RCA
USBD	.....	ESMK
WAM	.....	JST
MCS	.....	JSMT
CRBA	.....	WAT

Centre-Est (10^e journée)
Le CA Batna à l'écoute de Biskra

M. Z.

L'USM Annaba parvient-elle à relancer la course à la première place ? C'est la question qui taraude l'esprit des fans des clubs du haut du tableau. Ce n'est pas évident dans la mesure où l'US Biskra a montré une régularité constante depuis l'entame du championnat. Mais, attention aux Bônois qui sont capables de créer la sensation surtout qu'il s'agit pour eux de l'un des virages importants pour maintenir intactes leurs chances de jouer les premiers rôles. Une autre affiche retient l'attention, celle qui opposera le CAB au NCM. La défaite est interdite pour le Nejma



gra s'il veut rester dans le sillage du peloton de tête.

Ce sera difficile pour lui face à une équipe du CA Batna qui semble avoir retrouvé ses marques pour confirmer son statut de prétendant à l'accession. C'est le cas de l'US Chaouia qui effectuera un périlleux déplacement chez le CR Beni Thour, en quête de points pour s'éloigner de la zone des turbulences. Le match s'annonce équilibré entre deux formations aux ambitions diamétralement opposées mais attention au sursaut d'orgueil des Sudistes. A Constantine, le MOC devra se tenir sur ses gardes face à son hôte du

jour, la JS Bordj Menaïel. Les Mocistes, avec l'avantage du terrain et le soutien de leur public, ont la faveur du pronostic, mais sait-on jamais ? De son côté, le MOB accueillera le NRBT. Un match important pour les deux formations qui aspirent à se rapprocher du groupe de tête. Pour sa part, la JSD dispose avec la venue du NRB Beni Oulbane d'une belle occasion pour améliorer son classement. En bas du tableau, le choc des mal-classés entre le HBCL et le MSPB s'annonce indécis mais attention au vaincu. C'est la même remarque qui s'impose pour le match IBKEK-ASK.

Aujourd'hui à 14h00

Centre est		
USB	.....	USM An
CAB	.....	NCM
MOB	.....	NRBT
CRBT	.....	USC
HBCL	.....	MSPB
JSD	.....	NRNBO
IBKEK	.....	ASK
MOC	.....	JSBM

Ligue 1
La LFP fixe les horaires des matchs de la 12^e journée

La Ligue de football professionnel a dévoilé les horaires des matchs de la 12^e journée

du championnat de Ligue 1, qui s'étalera du 17 novembre au 13 janvier prochain. Cette 12^e journée,

qui a débuté hier avec le match ES Mostaganem-USM Alger, délocalisé au stade Mohamed Boumezrag de Chlef, et se poursuivra le jeudi 20 novembre. Les trois rencontres : JS Kabylie - MB Rouissat, MC Alger - CS Constantine, et ES Ben Aknoun - CR Belouizdad, ont été reportées au mardi 13 janvier prochain, en raison de l'engagement du MCA, de la JSK, du CRB, et de l'USMA, en phase de groupes des compétitions africaines interclubs:

Ligue des champions et Coupe de la Confédération.

Programme

Jeudi 20 novembre

Paradou AC - MC El-Bayadh	14h00
MC Oran - ES Sétif	19h00

Vendredi 21 novembre

Olympique Akbou - ASO Chlef	14h45
Samedi 22 novembre	
USM Khenchela - JS Saoura	14h00

Reportés (13 janvier 2026) :

JS Kabylie - MB Rouissat
MC Alger - CS Constantine
ES Ben Aknoun - CR Belouizdad

France

Partager son toit avec un réfugié, une ouverture à l'autre «positive»

«Quand elle m'a donné les clés de son appartement le lendemain de mon arrivée, j'ai cru qu'elle se trompait», se souvient Mustapha Omar, attablé dans la cuisine chic de son hôte aux murs décorés de masques africains.

Comme plus de 1.300 réfugiés, le désormais électricien dans une entreprise de vélos a bénéficié du réseau de l'association J'accueille, qui depuis dix ans met en relation des exilés sans logement avec des personnes qui ont une chambre libre, dans une dizaine de régions, pour un hébergement gratuit sur le long terme.

Une stabilité qui leur permet, après un entretien avec les familles, d'être immergés dans la culture française, d'améliorer leur niveau de langue, de bénéficier du réseau de la famille pour trouver du boulot et de trouver leur propre logement, souligne l'association.

Les personnes passées par ce dispositif ont quatre fois plus de chances de trouver un emploi et six fois plus de trouver un logement à l'issue, selon elle.

«ECHECS EXTRÊMEMENT RARES»

«Les cas d'échecs sont extrêmement rares et s'ils ne trouvent pas solution à la fin de la

Lui est Soudanais et a dormi sous les ponts de Paris, eux vivent dans un appartement cosu et l'ont hébergé pendant plus d'un an. Le temps pour Mustapha de reprendre pied, comme le millier de réfugiés ayant bénéficié en France de ce dispositif d'accueil au long cours.

convention signée avec la famille, alors l'expérience peut être prolongée ou poursuivie dans un autre foyer», explique l'association.

«Je suis plus détendu, je me sens en sécurité et je sais que, maintenant, j'ai des personnes sur qui je peux compter», confirme Mustapha, qui a partagé le quotidien de la famille de Laurence Pardieu-Duthil pendant un an et s'apprête à rejoindre un logement social.

Le réfugié de 35 ans, qui a fui seul les combats dans son pays il y a cinq ans, avait dormi un an et demi à la rue. Il a pensé «rêver» quand cette main s'est tendue.

Mais, pour Laurence Pardieu-Duthil, cadre dans une entreprise de cosmétiques, et son époux, cela semblait pourtant une «aberration» de garder une chambre vide depuis le départ de l'un de leurs enfants de la maison.

Elle reconnaît néanmoins avoir eu «quelques appréhensions» lorsqu'elle a ouvert pour la

première fois ses portes à un étranger en 2021.

«Je me demandais si le fossé ne serait pas trop grand, j'avais peur d'être envahie, incapable de faire face à leurs éventuelles angoisses, et en fait c'est beaucoup plus simple qu'on ne l'imagine. Il y a à chaque fois beaucoup de respect et de reconnaissance de la part des réfugiés», raconte la Parisienne.

«LIEN FRATERNEL»

Un avis partagé par David Robert, directeur général de l'association qui, avec Monad, un Afghan de 31 ans, accomplit sa quatrième expérience: «les réfugiés ont beaucoup plus peur que nous et se demandent ce qu'on va exiger d'eux en retour car ils ont été souvent exploités au cours de leur parcours», constate-t-il.

«Puis, après six mois de cohabitation, on les

voit s'ouvrir, nous faire confiance et commencer à faire des projets», explique le père de famille, qui a noué en deux ans un lien «fraternel» avec son hôte afghan, cuisinier.

«Si je me dispute avec ma femme ou que je veux engueuler mes enfants tranquillement, il s'éclipse! Ils ont tous fait toujours très attention à ne pas déranger», poursuit le quadragénaire qui a gardé des liens avec tous ses colocataires étrangers.

«Trop parfois», s'agace amusée Edith, hébergeuse fidèle de femmes à qui elle apprend à «regarder les hommes dans les yeux» et à avoir une «meilleure estime d'elles-mêmes».

«Au bout d'une semaine, je leur dis qu'il y a une interdiction: arrêter de dire +désolée+ à chaque fois qu'elles demandent quelque chose», témoigne cette sexagénaire divorcée, ravie d'avoir mis fin à sa solitude.

Pour toutes ces familles, le départ est toujours un moment particulier: entre tristesse et joie de voir que leur hôte mieux armé pour démarrer une nouvelle vie. Mais rapidement, vient l'envie de garder la porte ouverte pour une autre rencontre.

«On ressort de ces expériences plus forts avec l'impression qu'on peut faire tribu et construire des choses positives dans un monde qui se délite», résume Laurence.

Iran

Les filles se tournent vers le karaté pour s'affirmer en société

Elles n'ont que cinq ans mais maîtrisent déjà le coup de pied foudroyant: en Iran, de plus en plus de filles se mettent au karaté dès leur plus jeune âge, signe de changement dans la République islamique où la pratique des arts martiaux par les femmes a longtemps été mal perçue.

Dans un gymnase du sud de Téhéran, deux fillettes en kimono, tête protégée par un casque, s'affrontent sur un tatami. Coup de pied de face, blocage de l'avant-bras de l'adversaire: les coups pleuvent sous le regard attentif d'arbitres voilées et les encouragements d'un public exclusivement féminin.

Au coup de sifflet final, les deux participantes, tout juste cinq ans, se serrent la main et s'enlacent.

Samaneh Parsa, 44 ans, est venue encourager sa fille Helma. Elle-même pratique le karaté depuis cinq ans.

«Certains voient d'un mauvais oeil une femme qui a commencé le karaté à mon âge et se disent: +Quelle femme dangereuse!+ Mais pour moi, ce sport m'a concrètement apporté ordre et discipline dans ma vie et m'apporte une sérénité particulière», explique-t-elle.

Les arts martiaux étaient pratiqués par certaines femmes en Iran avant la Révolution islamique de 1979. Avec l'avènement d'un pouvoir religieux remplaçant la monarchie, la pratique de plusieurs activités ou sports leur ont été un temps interdits, et surtout mal perçus par la société. Mais depuis une décennie, elles sont de plus en plus à rejoindre les clubs de karaté, à mesure de la rapide transformation de la société iranienne, jeune et urbaine, avec



des femmes qui veulent s'affirmer et aspirent à plus d'autonomie.

La tendance s'est encore accélérée ces dernières années, après les manifestations ayant suivi la mort en détention de Mahsa Amini en septembre 2022. La jeune femme avait été arrêtée par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire.

«TOMBER, ET SE RELEVER»

Signe de la montée en puissance en Iran

de ce sport chez les femmes, les équipes nationales de karaté junior, espoir et moins de 21 ans, avaient dominé les championnats d'Asie au printemps et raflé 11 médailles, dont six en or.

En début de mois encore, l'Iranienne Atousa Golshadnezhad a remporté l'or aux Jeux de la solidarité islamique en Arabie saoudite.

Dans les clubs, elles «sont aujourd'hui presque aussi nombreuses que les hommes» et souvent plus motivées, sourit Afshin Tork-

pour, responsable pour l'Iran du kyokushin, un style de karaté centré sur le combat au corps-à-corps. Le karaté leur permet de «gagner en confiance» et de «développer un mental d'acier», assure-t-il.

En ce jeudi, jour de week-end en Iran, 230 participantes de tous les âges sont réunies dans le gymnase, pour un tournoi régional annuel.

Toutes se mettent en rang d'oignons avant le début de la compétition sous l'œil de l'imam Khomeini, fondateur de la République islamique, et son successeur au pouvoir depuis 1989, Ali Khamenei, dont les portraits géants ornent les murs.

Selon la fédération, entre 140 et 150.000 personnes pratiquent ce sport en Iran tous sexes confondus. Des statistiques non officielles portent ce chiffre à près de deux millions, d'après M. Torkpour. «Avec le karaté, on apprend à se battre et à comprendre que la vie est ainsi faite. On apprend que si l'on tombe, il faut se relever, continuer et ne jamais abandonner», déclare d'un ton énergique Azam Ahmadi, une trentenaire qui pratique le karaté depuis ses 12 ans.

«Les filles manquent malheureusement souvent de confiance en elles dans notre société et (cela) les pousse à dire oui à tout», regrette de son côté Mina Mahadi, vice-responsable pour l'Iran de la section féminine de karaté kyokushin.

Le karaté, ajoute-t-elle en portant son bébé de quelques mois dans les bras, «leur permet de gagner en assurance, et leur ouvre de nouvelles perspectives».

Publicité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Naama

DIRECTION de l'administration locale

NIF : 415002000045049

AVIS D'INFRUCTUOSITE DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 12/2025

Conformément aux dispositions de l'article 40, du décret présidentiel N° 15/247 daté de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics. La Direction de l'Administration Locale de la Wilaya de Nâama porte à la connaissance des soumissionnaires ayant participé d'Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 12/2025 paru dans les quotidiens nationaux (El Djomhoria et Le Quotidien d'Oran en date du 16/10/2025) relatif à l'opération «Aménagement structure administratives de la wilaya» pour le Lot : Travaux d'aménagement au siège wilaya

A l'issue de la réunion de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres – lot jugement des offres- de la Direction de l'Administration Locale de la Wilaya de Nâama en date du 05/11/2025; l'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 12/2025 est déclaré infructueux au motif «aucune offre n'est déclarée conforme au contenu du cahier des charges».

2025

LE WALI

ANEP N° 2531015055 Le Quotidien d'Oran 18/11/2025

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
وزارة السكن والعمران والمدينة
ديوان الترقية والتسيير العقاري لولاية
المديرية العامة
دائرة التحكم في المشاريع

MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE ET DE
L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIÈRE D'ORAN
DIRECTION GÉNÉRALE
DÉPARTEMENT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE

2^{ème} Avis d'appel d'offres Ouvert Avec exigence de capacités minimales N°40/2025 NIF : 099 931 010 421 329

Suite à l'infructuosité de l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°38/2025 du 02/10/2025 et Conformément aux articles 30, 36, 37, 38 et 39 de la loi N°23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et les articles 30, 39, 40, 42 et 44 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés public et des délégations de service public, l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière d'Oran, lance un 2^{ème} avis d'appel d'offres Ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation d'un Collège type Base 06 au niveau du site des 3250 LPL à Gdyl - Wilaya d'Oran (cites d'habitat intégrées Programme National 2015) en une tranche Ferme et Une Tranche Conditionnelle (Reste à Réaliser).

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges contre un paiement de cinq mille (5000,00 DA), représentant les frais de reproductions.

Sont éligibles à cet appel d'offres, toutes les entreprises publiques et privées physiques ou morales, de droit algérien et exerçant conformément à la réglementation en vigueur et remplissant les conditions d'éligibilité définies ci-dessous.

Les groupements entre les entreprises ne sont pas admis pour participer au présent appel d'offres :

Capacités	Conditions d'éligibilité	Pièces justificatives
Professionnelles	Ayant la qualification et classification professionnelle à la catégorie Quatre (04) ou plus, qualifié en bâtiment comme activité principale.	la qualification et classification professionnelle en cours de validités
Financières	Ayant un chiffre d'affaires moyen des trois dernières années (2022, 2023, 2024) égale ou supérieur à 40 000 000,00 DA	Justifié par les bilans financiers visés par les services des impôts.
Techniques	1-Moyens humains dont l'entreprise doit disposer : - Un TS ou plus dans le domaine du bâtiment.	Justifié par les diplômes, l'attestation d'affiliation CNAS en cours de validité à la date d'ouverture des plis.
	2-Moyens matériels : -Un Camion de 05 Tonnes ou plus (à beine ou à plateau). -Une Grue fixe ou mobile	Les moyens matériels doivent être justifiés par carte grise avec police d'assurance en cours de validité (pour les matériels roulants). Et PV d'huissier de justice (daté d'où moins une année) (pour les matériels non roulant)
	3-Références professionnelles : Ayant réalisé au minimum en lot unique un (01) projet de catégorie « B » ou, plus	Justifiées par des attestations de bonne exécution délivrées par des maîtres d'ouvrages publics et signées par l'ordonnateur

Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement.

Les offres accompagnées des pièces et documents, et en cours de validité, tels qu'exigé par le cahier des charges, doivent être présentées dans trois (03) enveloppe distinctes :

- Une enveloppe contenant « dossier de candidature » avec l'ensemble des documents exigés dans le cahier des charges.
- Une enveloppe contenant « l'Offre technique » avec l'ensemble des documents exigés dans le cahier des charges.
- Une enveloppe contenant « l'Offre financière » comprenant les pièces requises par le cahier des charges.

Les trois (03) enveloppes doivent parvenir sous plis anonyme et fermé à l'adresse suivante :

A Monsieur le Directeur Général de l'O.P.G.I d'ORAN

Soumission à ne pas ouvrir que par la Commission D'ouverture des Plis et Évaluation des Offres
2^{ème} Avis d'appel d'Offres Ouvert avec Exigence de Capacités Minimales
N°40.../2025

Et déposer à l'adresse suivante :

L'Office de Promotion et Gestion Immobilière de la wilaya d'ORAN
08, Place Boudali Hasni Sidi El Houari / ORAN

Projet : Réalisation d'un collège type Base 06 au niveau du site des 3250 LPL à GDYEL - Wilaya d'Oran (cites d'habitat intégrées Programme National 2015) en une tranche Ferme et Une Tranche Conditionnelle (Reste à Réaliser).

- Le délai de préparation des offres est de Dix (10 jours), l'heure limite dépôt des offres à 12H00.
- Le jour et l'heure limite de dépôt des offres et le jour et l'heure de l'ouverture des plis correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres, avant 12H00 à compter de la première parution dans l'un des quotidiens ou dans le BOMOP et le journal électronique.
- La séance d'ouverture des plis se tiendra le dernier jour de la remise des offres à 13h00, en séance publique, au siège de l'OPGI d'Oran.
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours augmentés de la dure de préparation des offres, à compter du dernier jour de dépôt des offres.
- Si le jour de dépôt des offres et d'ouverture des plis, coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, il sera prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant.

Indonésie

Des utilisateurs de Meta cibles de jeux d'argent en ligne interdits

Les jeux d'argent ont beau être illicites en Indonésie, des promoteurs ciblent des internautes sur les plateformes de Meta comme Instagram à coups de fausses publicités redirigeant vers des sites de paris, contournant la réglementation du géant américain. Bien qu'illégaux comme leur promotion, les jeux d'argent génèrent des milliards de dollars américains chaque année en Indonésie.

Une enquête du service de vérification numérique de l'AFP à Jakarta a mis au jour des dizaines de publicités illicites entre septembre et novembre 2025, redirigeant vers des jeux d'argent sur internet. Meta pourrait faire l'objet de sanctions s'il ne remédie pas aux violations. Certaines de ces annonces publiées sur Facebook, Instagram et Threads, déguisées en contenus inoffensifs, proposaient des conseils pour «faire baisser son diabète», d'autres vantaient les bienfaits de différents fruits pour la santé: un compte diffusait ainsi 49 publicités pour des jeux d'argent sous le titre: «Grenade: le fruit rouge exotique aux multiples bienfaits».

La légende associée semblait inoffensive, mais elle redirigeait vers un site de paris promettant aux nouveaux inscrits de «gagner directement». La page Facebook à l'origine des publicités indiquait être basée à Hanoi, mais l'AFP n'a pas pu vérifier son emplacement exact. «Ca devient vraiment inquiétant», témoigne sous pseudonyme Zee, une amatrice indonésienne de jeux vidéo de 32 ans. Elle dit avoir vu des publicités sur Instagram. «Je soupçonne qu'ils visent les amateurs de jeux vidéo et que par conséquent, les enfants peuvent également voir ces publicités.» Une autre utilisatrice des réseaux sociaux sous nom d'emprunt, Moli, âgée de 24 ans, assure qu'elle signale systématiquement ces publicités sur Instagram mais qu'elles réapparaissent sans cesse. Meta n'a pas répondu dans l'immédiat aux demandes de commentaires. Mais près d'une vingtaine de publicités partagées par l'AFP à titre d'exemple ont été retirées.

L'AFP collabore avec le programme de vérification des faits de Meta en Asie, en Amérique latine ou encore dans l'Union européenne.

PROMESSES DE JACKPOT

Une étude à paraître du cabinet de recherche indonésien Populix révèle que 98% des utilisateurs des réseaux sociaux en Indonésie, pays musulman le plus peuplé au monde, sont exposés à la promotion de jeux d'argent, prohibés par l'islam.

Parmi eux, 32% disent avoir finalement essayé les jeux d'argent en ligne après avoir vu de telles publicités et 4% d'entre eux confient jouer encore. «Les publicités promettaient un gain ou un jackpot», a expliqué à l'AFP Nazmi Tamara, responsable des études chez Populix. En réaction, le gouvernement indonésien affirme avoir supprimé plus de 5,7 millions de contenus liés aux jeux d'argent au cours des huit dernières



années. La police a également renforcé ses contrôles: au moins 85 influenceurs ont été arrêtés l'an dernier pour promotion des paris en ligne. Les sanctions peuvent aller jusqu'à 10 ans de prison. Et jouer en ligne est passible d'une peine maximale de quatre ans d'emprisonnement.

Interrogé par l'AFP, le ministère de la Communication et des Affaires numériques a indiqué demander régulièrement aux plateformes de supprimer les contenus liés aux jeux d'argent, requête ensuite suivie de lettres d'avertissement. «Sans réaction (des plateformes), nous envoyons à la plateforme une troisième lettre d'avertissement, assortie de sanctions supplémentaires pouvant aller jusqu'à la suspension de son accès», explique Alexander Sabar, directeur général de la supervision de l'espace numérique. Début octobre, le ministère a temporairement suspendu la licence d'exploitation de TikTok qui avait refusé de fournir des données relatives à la «monétisation présumée» des activités de comptes soupçonnés de jeux d'argent en ligne.

Interrogé sur la possibilité que le ministre convoque Meta suite aux conclusions de l'AFP, M. Sabar a répondu que Jakarta entretenait une communication régulière avec les plateformes et que l'un des problèmes récurrents concernait les publicités pour les jeux d'argent.

Le ministère indonésien «exhorte toutes les plateformes numériques à renforcer leurs systèmes de détection et de modération des publicités conformément aux lois et réglementations indonésiennes», a-t-il ajouté. «Si des violations répétées sont constatées et restent impunies, nous prendrons des mesures coercitives», a-t-il ajouté.

Au total, le montant des jeux de hasard en ligne en Indonésie a atteint 927.000 milliards de roupies (47,9 milliards d'euros) entre 2017 et début 2025, selon le Centre indonésien d'analyse des transactions financières qui précise que 80% des utilisateurs sont des étudiants et des personnes issues de milieux à faibles revenus.

APARTEMENTS

■ Vds F1, 1^{er}, Gambetta + F2, 68 m², 1^{er}, C/V Oran (côté Clichy) + F2, 1^{er} + cour sup 80 m², à Belgaïd, à proximité mosquée MachaAllah + F3, 64 m² / 4^e à Akid Lotfi, à proximité polyclinique – Cab VICTORIA : 4 rue Med Khemisti – Tél : 041.36.16.43-0557.87.64.93

■ Oran : Vte F4, stand, 145 m², luxe 5^e / 7^e étage. Résidence de 7 étages (2 par palier) sans vis-à-vis, bien situé à Fernand-ville, Oran Tél : 0775.10.76.28

■ Vends un appartement au rez de chaussée F2 qui peut servir un bureau pour profession libérale, aussi avec une cuisine séparée, au 226 logements CJR 1 N° 1 îlot 33 Arzew. Oran acté et livret foncier. Tél : 0784.51.17.05

VILLAS

■ URGENT : Vte villa actée, 226 m² - 2F, C/V, Terga, 45 min d'Oran 1,2 Nég + A louer appart Canastel, 3^e étage, 4,5U/mois 7 mois d'avance – Tél : 0657.27.53.56 WhatsApp : 0033620846445

TERRAINS

■ Vends terrains 280 m² Bousfer-Village – Terrain 6.500 m² sur la Corniche oranaise : convient pour investissement avec grande façade, acté avec L.F – Merci de contacter Ag Immobahria – Aïn el Turck – Tél : 0774.01.89.57

■ Vente ou échange terrain agricole, à Ouled Mimoun. W Tlemcen 3 ha d'oliviers et arbres fruitiers, avec livret foncier (propriétaire) Tél : 0655.83.21.64 – 0782.27.06.22

LOCAUX

■ Vds magasin 63 m² / 2 niv, rdc 63 m², hauteur 5m50 + Mezzanine 290 m², 2,2 m haut, convient ttes activités commerciales, situé côté grossiste, vente décoration plâtre – BA13 Fernandville / Oran – Tél : 0775.10.76.28

EMPLOIS

■ Cherche chauffeur avec véhicule – Tél : 0770.08.92.03

2

21.10 Notre Histoire de France



Louis XIII, le dilemme d'un roi

Au début du XVII^e siècle, dans un climat de trahisons et d'intrigues, avec les Mousquetaires pour protéger le trône des complots incessants, Richelieu et Louis XIII mènent une lutte acharnée contre l'opposition de Marie de Médicis et les grandes familles aristocratiques. Un duo atypique, allié dans la transformation de la France en un royaume puissant et unifié, au prix de sacrifices et de ruptures familiales irréversibles. Sonia Rolland raconte ce pan foisonnant et mal connu de l'Histoire de France, souvent évoqué dans la fiction.

09.55 Bel & Bien ensemble
10.50 Chacun son tour
11.55 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal
13.55 Ça commence aujourd'hui
16.09 Affaire conclue, ...
18.05 Tout le monde a son mot à dire
18.40 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal
21.00 100 % logique : entraînez-vous !

3

21.10 Alex Hugo



Saison 8 - Episode 1 : Les indomptés

Dans la vallée de Lusagne, le camion d'un boucher subit un braquage à main armée de la part de deux jeunes hommes à moto qui lui dérobent sa cargaison de viande. Les hommes de la Rurale s'interrogent sur les raisons d'une telle prise de risque pour un butin si dérisoire. Alex retrouve vite les auteurs, récemment arrivés dans la région, désireux de venir en aide aux plus démunis. Rapidement, ces nouveaux Robin des bois génèrent de fortes tensions. D'autant qu'ils décident de s'en prendre à un businessman local, ...

09.15 ICI dans votre région
10.50 Le goût des rencontres Nouvelle-Aquitaine
11.20 Flavie en France
12.26 ICI 12/13
17.25 Duels en familles
18.00 Slam
19.00 Consomag
19.05 Dans le rétro
19.10 Hors la ville
19.15 ICI 19/20
19.50 On vous emmène ici
20.00 Tout le sport
20.25 Un si grand soleil

4

21.05 Elodie Da Silva : Tempête émotionnelle



Elodie Da Silva revient sur scène avec "Tempête émotionnelle", un spectacle où elle explore avec autodérision les tempêtes qui secouent les relations humaines au quotidien. À travers des situations dans lesquelles tout le monde peut se reconnaître, Elodie Da Silva invite chacun à rire de soi-même.

22.30 Tahnee, l'autre

09.03 Les Dalton
10.00 Il était une fois... la vie
10.50 Manger, bouger, dormir
12.27 Potobot
13.30 C'est toujours pas sorcier
14.20 Sept nains et moi
14.47 Trop cool, Scooby-Doo !
15.30 Héros à moitié
16.03 Molusco
17.32 Okoo-koo
18.37 Bluey
19.33 Les maternelles XXL

5

arte

TMC

10.00 Le Mag de la santé
11.00 Corée du Sud, de la K-pop...
11.50 1941, dernier bateau pour l'exil
12.36 Imprévus
13.00 SOS animaux orphelins
13.35 Le Mag de la santé
14.40 Des trains pas comme les autres
15.10 Vivre loin du monde
16.00 Le monde de Jamy
16.55 C pas si loin
17.25 C dans l'air
18.55 C à vous
21.05 Enquête de santé

09.25 L'histoire secrète des paysages
11.40 Canada, la force de la nature
13.00 Année noire pour les PME
15.50 Sensations animales
17.20 Invitation au voyage
18.50 Voyage en cuisine
19.30 Le dessous des images
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
21.00 Au cœur de l'histoire : le procès de Nuremberg
22.35 L'espion aux mille vies



10.20 Embarquement pour Noël
12.05 Coup de foudre à l'auberge de Noël
13.55 Monk
18.25 Quotidien
21.25 Les reportages de Martin Weill



TF1 21.10

HARRY POTTER ET L'ORDRE DU PHÉNIX

Acteur: Daniel Radcliffe, Rupert Grint, Emma Watson, Ralph Fiennes;...

Alors que l'ombre de Voldemort (Ralph Fiennes) s'étend insidieusement sur le monde des sorciers, Harry Potter (Daniel Radcliffe) entame sa cinquième année à Poudlard dans un climat de méfiance généralisée. Malgré les preuves accablantes de la résurrection du mage noir, le ministère de la Magie, dirigé par un Cornelius Fudge aveuglé par la peur, refuse catégoriquement d'admettre la vérité. Pire, sous l'influence de la presse sorcière, qui le dépeint comme un menteur hystérique, Harry se retrouve isolé,...



CANAL+ family 20.50

Le papillon

Acteur: Michel Serrault, Claire Bouanich, Nade Dieu, Jacques Bouanich;...

Julien, retraité solitaire et un brin bougon, mène une existence tranquille à Paris. Il consacre ses après-midi à sa grande passion : les papillons. Julien part dans le Vercors à la recherche de l'isabelle, un spécimen rare et de toute beauté qui manque à sa collection. Mais sa voisine de 8 ans, Elsa, délaissée par sa mère quelque peu paumée, s'est glissée à son insu dans sa voiture...



CANAL+ CINEMA 21.00

ZION

Acteur: Sloan Deconbes, Philippe Calodot, Cédric Valier, Saint-Eloi;...

Dans les ruelles ensoleillées et les bas-fonds ombrageux de la Guadeloupe, où la chaleur étouffante se mêle aux tensions sourdes d'une société en équilibre précaire, Chris mène une existence aussi chaotique qu'incertaine. Entre petits trafics pour joindre les deux bouts et une vie sentimentale aussi intense qu'éphémère, il enchaîne les nuits sans lendemain et les combines risquées, navigant à la limite de la légalité. Son quotidien, fait de débrouillardise et d'insouciance apparente, bascule le jour où Odell, un caïd redouté du quartier, l'aborde en pleine rue.

TÉLÉVISION

TF1

23.30 Harry Potter : les secrets du phénomène



Né de l'imagination de J. K. Rowling, Harry Potter a séduit des millions de personnes à travers le monde. Véritable phénomène culturel, les aventures du jeune sorcier se déclinent en roman, sur grand écran mais aussi en jeux vidéo. Plus de vingt ans après sa création, l'univers Harry Potter continue de remporter les suffrages. À l'aide de nombreux extraits des films, ce documentaire revient sur les recettes du succès de la saga en donnant la parole aux fans, en explorant le fameux studio Warner Bros et en replongeant dans les coulisses des tournages.

6

21.10 La France a un incroyable talent



Les auditions touchent à leur fin, et la tension monte d'un cran. Après des semaines d'émotion, de fous rires, de buzz dorés et de performances incroyables, le jury s'apprête à faire ses derniers choix. Artiste de cirque ayant évolué dans les plus grandes compagnies, Arthur Morel Van Hyfte vient présenter un numéro de prisme aérien avec un agrès qu'il a lui-même créé. Le trio Alliance créative s'est spécialisé dans le doublage créatif et improvisent leurs répliques en...

09.45 Ça peut vous arriver
11.30 Ça peut vous arriver chez vous
12.45 Le 12.45
13.35 Scènes de ménages
13.40 Un jour, un doc
17.30 La roue de la fortune
18.35 La meilleure boulangerie de France
19.40 Météo
19.45 Le 19.45
20.40 Scènes de ménages

CANAL+

21.10 A bicyclette !



Un an après la disparition tragique de Youri, son fils, Mathias (Mathias Mlekuz) se retrouve face à un vide insupportable, hanté par les souvenirs et les questions sans réponse. Pour honorer sa mémoire et peut-être trouver un semblant de paix, il décide de se lancer dans un périple à vélo aussi ambitieux qu'improbable : retracer l'itinéraire que Youri avait emprunté quelques années plus tôt, de La Rochelle jusqu'en Turquie, à travers les paysages variés de l'Europe.

22.36 Ensemble à bicyclette

09.41 L'hebd'Hollywood
11.54 La boîte à questions
11.59 En aparté
12.32 Clique
13.25 L'heure zéro, d'après Agatha Christie
14.56 The Insider
16.27 Agence Tourisme
18.57 En aparté
19.34 Clique



20.32 En aparté

PLANETE +

10.46 La liste de Varian Fry
12.06 La guerre des trônes, la véritable histoire de l'Europe
13.53 1914, un été en enfer
15.32 Le génie des bâtisseurs
17.26 Vikings, les premiers rois
19.21 American Pickers;...



20.55 Vietnam : ceux qui ont dit non !
22.38 Mercenaire

TFX

09.00 Le destin de Lisa
12.05 Une nounou d'enfer
16.10 Quatre mariages pour une lune de miel
19.00 Star Academy, la quotidienne
20.00 La Bataille ; La malédiction de l'île
21.10 Super Nanny



W9

09.00 Kaamelott
11.10 NCIS
17.40 The cerveau qui sera le plus grand cerveau de la télé-réalité ?
18.45 Tout beau, tout n9uf
21.25 W9 Comedy Show



23.10 Le Morning Night : les pépites

CROISÉS N° 9425

Verticalement:

- A.** Abattement.
B. Flotte en tous sens.
Sur la rose. Puissance.
C. Son morceau est
d'un style remarquable.
D. Abominable sur le K2
si ça se trouve. Serrer.
E. Note. Relève la note.
Symbole de gaz.
F. Protections aux
planches.
G. Points opposées.
Lâches.
H. Ont un accent.
I. Symbole de mesure.
Mise à feu. Petit papillon.
J. Gardée à vue.
Couche au foyer.

FOVILLIS N° 9425

Les 11 lettres restantes composent le tout de la charade suivante

- Mon 1er est un admirateur enthousiaste.
- Mon 2e est un récipient. Mon 3e est une mauvaise manie.

Mon tout est merveilleux.

SUDOKU N° 2425

CODÉS N° 9425

FLÉCHÉS N° 9425

[illegible]

SUDOKU N° 2425

FLECHES N°9424

**FOUILLIS N° 9424 :
SOMMET (Sot - Mets)**

CROISÉS N°9424

A	B	R	O	G	A	T	I	O	N
V	O	U	L	O	I	R		N	O
E	U	S		S	L	A	M		N
U	R	E	E	S		I	N	R	I
G	R	E	V	E	N	T		E	N
L	E	S	A		B	R	U	N	I
E	S		S	M		E	T	A	T
S		M	E	A	T	S		L	I
	N	U		L	A	S	S	E	E
E	T	R	O	I	T	E	S	S	E

SUDOKU N°2424

4	3	5	2	9	6	8	1	7
9	1	7	8	5	3	6	4	2
2	6	8	7	1	4	3	5	9
8	5	2	6	4	7	9	3	1
7	9	3	5	8	1	4	2	6
6	4	1	9	3	2	5	7	8
5	2	9	4	7	8	1	6	3
1	7	4	3	6	9	2	8	5
3	8	6	1	2	5	7	9	4

CODÉS N° 9424

1 C	2 I	3 S	4 R	5 P	6 A	7 N
8 M	9 G	10 E	11 T	12 O	13 B	14 L
15 V	16 U	17 Q	18 D	19 H	20	21



**Le PKK annonce
s'être retiré
d'une région clé
dans le nord
de l'Irak**



Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a annoncé lundi avoir achevé la veille le retrait de ses forces d'une zone frontalière stratégique située dans le nord de l'Irak, une mesure visant à consolider le processus de paix avec le gouvernement turc. «Le 16 novembre au soir, nos forces susceptibles de déclencher un conflit dans la région de Zap ont été retirées vers d'autres zones appropriées», a affirmé le PKK dans un communiqué publié par l'agence de presse Firat, proche du mouvement.

Le PKK dispose depuis longtemps de bases dans la région de Zap, dans le nord de l'Irak, qui a été la cible d'une opération terrestre menée par les troupes turques en 2008 et qui a souvent subi des frappes aériennes.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Un porte-avions américain arrive en mer des Caraïbes, en pleine crise avec le Venezuela



Les Etats-Unis ont annoncé dimanche l'arrivée en mer des Caraïbes du porte-avions USS Gerald Ford, officiellement dans le cadre d'opérations de lutte contre le narcotrafic, mais qui intervient en pleine montée des tensions avec le Venezuela.

Le communiqué du commandement américain pour l'Amérique latine et les Caraïbes, le Southcom, vient préciser la localisation du groupe

aéronaval, après l'annonce mardi qu'il était entré le même jour dans sa zone de responsabilités. L'USS Gerald Ford, le porte-avions le plus avancé de la marine américaine, transporte notamment quatre escadrilles d'avions de combat et est accompagné de trois destroyers lance-missiles.

Depuis août, Washington maintient dans les Caraïbes une importante présence mi-

litaire avec notamment une demi-douzaine de navires de guerre, officiellement pour lutter contre le trafic de drogue à destination des Etats-Unis. Ces dernières semaines, les Etats-Unis ont mené une vingtaine de frappes aériennes dans les Caraïbes et le Pacifique contre des embarcations qu'ils accusent - sans présenter de preuves - de transporter de la drogue, faisant au total 76 victimes.

L'armée sud-coréenne propose des pourparlers avec la Corée du Nord



L'armée sud-coréenne a proposé lundi des pourparlers avec la Corée du Nord pour établir un tracé clair de la ligne de démarcation militaire entre les deux pays et éviter des incidents sur cette frontière intercoréenne, a annoncé le gouvernement sud-coréen.

«Pour éviter des heurts accidentels et faire baisser la tension militaire, notre armée a officiellement proposé que les deux parties tiennent des pourparlers militaires intercoréens pour discuter d'établir un tracé de référence clair pour la ligne de démarcation militaire», a déclaré lors d'un point presse Kim Hong-cheol, le vice-ministre sud-coréen à la Défense.

**Indonésie:
18 morts et 33 disparus à la suite de glissements de terrain**



Au moins 18 personnes ont trouvé la mort et 33 autres sont portées disparues dans des glissements distincts survenus dans deux régions différentes de Java central, en Indonésie, ont indiqué lundi les autorités indonésiennes. Le bilan du glissement de terrain qui a frappé la ville de Cilacap, dans la province de Java centrale, s'est alourdi à 16 morts lundi, alors que les recherches entraînent dans leur cinquième jour, selon la chaîne de télévision locale Kompas TV.

Un précédent bilan faisait état de 11 morts et 12 disparus. Le coordinateur des opérations de recherche et de sauvetage, Muhammad Abdullah, a indiqué que trois corps supplémentaires avaient été retrouvés lundi, tandis que sept personnes sont toujours portées disparues. Le responsable local de l'agence de gestion des catastrophes a également déclaré que dans la régence de Banjarnegara, à Java central, deux corps avaient été retrouvés, tandis que 26 autres personnes seraient ensevelies après un glissement de terrain.

Arabie saoudite: 45 pèlerins tués dans un accident de car



Quarante-cinq pèlerins en majorité de nationalité indienne, ont trouvé la mort dans un accident de car survenu pendant la nuit, près de la ville sainte de Médine, en Arabie saoudite, ont rapporté lundi des médias.

«L'accident tragique d'autocar impliquant des pèlerins indiens en Arabie saoudite est bouleversant», a déclaré V.C. Sajjanar, commissaire de police de Hyderabad, la ville du centre de l'Inde d'où seraient originaires un grand nombre de victimes, cité par les médias. Il a indiqué que «selon les premières informations, 46 personnes se trouvaient dans le bus et malheureusement une seule personne a survécu».

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LE SUD ALGÉRIEN, MUE HEUREUSE

Anoblir davantage le sud du pays est la prise d'un axe salvateur pour les Algériens. Il n'est plus question de se contenter de s'alaiter de son pétrole et de son gaz et de se limiter à têter à sa générosité alors que sa bénédiction est autrement plus prometteuse.

Le cap mis sur ses énormes richesses et sur ce que l'on croyait être un simple désert indomptable, est une mesure présidentielle heureuse.

La forte initiative est certainement une réconciliation avec un territoire représentant les trois quarts de la superficie du pays. Reprendre lien avec le Sud, tout en étant une preuve de rationalité politique et économique est aussi le signe d'un attachement logique avec l'histoire natio-

nale. Le nouveau grand intérêt accordé au développement du chemin de fer est la reprise d'une référence qui a fait ses preuves ailleurs, permettant la naissance historique des grandes puissances pour installer leur suprématie sur le monde. En Algérie aujourd'hui, il ne s'agira pas de ruées vers l'or mais d'une semée d'un pragmatisme nourricier pour d'autres richesses encore plus importantes. L'exploitation du fer de Gara Djebilet n'est qu'un début pour une floraison prometteuse. L'énergie solaire y est certainement l'une des plus importantes au monde et le so-

leil ne manquera pas d'éclairer les trésors enfouis dans ses terres. Il est vrai qu'un certain pessimisme et qu'une tiède et naïve indolence politique avaient laissé germer des idées farouches sur l'avancée d'une désertification contre laquelle on n'avait trouvé comme solution que l'érection d'un barrage vert.

Mais une fois la circonspection politique de retour, et nécessité oblige, on a compris que la hardiesse du sable était plus un appel à un mariage plutôt que la manifestation d'un divorce.

D'autres signes avant-coureurs d'une mue heureuse sont déjà là. Fruits et légumes produits toute l'année durant dans le Sud et étalant leur superbe sur les marchés du Nord défient la loi des cycles et incitent à l'épatement.